

COMMUNE
DE
MONTAURIOL



Plan Local d'Urbanisme

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Cahier 5 : Articulation avec les documents de rang supérieur, justification des choix retenus, analyse des incidences attendues sur l'environnement et définition des indicateurs de suivi

SOMMAIRE

1. Articulation du PLU avec les documents de rang supérieur	2
1.1. Compatibilité avec les documents de rang supérieur	2
1.2. Prise en compte des documents de rang supérieur	15
2. Justification des choix retenus	21
2.1. Objectifs généraux et particuliers de la démarche.	21
2.1.1. <i>Objectifs généraux</i>	21
2.1.2. <i>Objectifs particuliers</i>	21
2.2. Choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et les Orientations d'Aménagement et de Programmation	23
2.2.1. <i>Les fondements de la démarche</i>	23
2.2.2. <i>Description du projet politique retenu : les grands choix retenus pour établir le PADD</i>	24
2.2.3. <i>Les grands choix retenus pour établir les OAP et justification de leur cohérence avec les orientations du PADD</i>	25
2.2.3.1. Orientations d'Aménagement et de programmation – Secteur 1	25
2.2.3.2. Orientations d'Aménagement et de programmation – Secteur 2	26
2.2.4. <i>Tableau de cohérence des OAP avec les ambitions et les orientations du PADD</i>	27
2.3. Explications et justifications des choix retenus pour établir le règlement et nécessité des dispositions édictées	31
2.3.1. <i>Découpage et réglementation des zones</i>	31
2.3.1.1. Evolution de la division du territoire du POS vers le PLU	31
2.3.1.2. Justifications de la division mise en œuvre dans le PLU : division du territoire et éléments de justification du plan de zonage retenu.....	33
2.3.2. <i>Justifications des dispositions réglementaires mises en œuvre dans le PLU</i>	41
2.3.2.1. Justification des dispositions générales	41
2.3.2.2. Nécessité des dispositions spécifiques écrites vis-à-vis de la mise en œuvre du PADD	43
2.3.2.3. Nécessité des dispositions réglementaires écrites vis-à-vis des éléments définis dans l'OAP	53
2.3.2.4. Justification des emplacements réservés et autres dispositions réglementaires mises en œuvre dans le PLU	57
3. Prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement et analyse des incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement	61
3.1. Prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement	61
3.2. Analyse des incidences attendues sur l'environnement	63
3.2.1. <i>Analyse des incidences du PADD sur l'environnement</i>	63
3.2.2. <i>Analyse des incidences attendues par thématique environnementale</i>	64
3.2.3. <i>Focus sur la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers</i>	72
4. Indicateurs de suivi.....	76

1. ARTICULATION DU PLU AVEC LES DOCUMENTS DE RANG SUPERIEUR

Au titre des articles L.131-4 et L.131-5 du Code de l'Urbanisme, les PLU « sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L. 141-1 ;
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L. 1214-1 du code des transports ;
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L. 112-4. »

Les PLU « prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement. »

La commune de Montauriol n'est pas concernée par :

- un Schéma de Mise en Valeur de la Mer,
- un Plan de Déplacements Urbains,
- un Programme Local de l'Habitat,
- les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports.

Au titre de l'article L131-7 du Code de l'Urbanisme « En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1 à 10 de l'article L. 131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2. »

Du fait du caractère « intégrateur » du SCOT, la justification de la compatibilité du PLU avec le SCOT assure la compatibilité ou la prise en compte du PLU avec tous les documents, plans et programmes opposables au SCOT ayant été approuvés avant l'entrée en vigueur du SCOT.

En suivant, il est ainsi décrit l'articulation du PLU avec le SCOT Plaine du Roussillon, les PCET du Languedoc-Roussillon, des Pyrénées-Orientales et du Pays Pyrénées-Méditerranée, et les documents de rang supérieur au SCOT ayant été approuvés après l'entrée en vigueur du SCOT (PGRI, SRCE et SDAGE).

1.1. Compatibilité avec les documents de rang supérieur

➤ Compatibilité avec le SCOT Plaine du Roussillon

La commune de Montauriol s'inscrit dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la plaine du Roussillon, approuvé le 13 novembre 2013. Le SCOT est ainsi opposable aux PLU par un rapport de compatibilité depuis le 24 janvier 2014.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du SCOT constitue l'expression politique du projet de territoire défini par les élus. Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) constitue sa déclinaison

réglementaire, il est composé de dispositions prescriptives (écrites ou graphiques) qui s'imposent par un rapport de compatibilité à un certain nombre de documents dont les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les cartes communales. Ce document comprend également des recommandations ou préconisations qu'il serait souhaitable de mettre en œuvre pour atteindre les différents objectifs exposés dans le DOO.

Dans le respect des orientations définies par le PADD, le DOO détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers. Il définit les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de prévention des risques.

Le SCOT de la plaine du Roussillon définit plusieurs orientations et dispositions qui concernent le territoire communal de Montauriol. Certaines sont localisées sur la carte de synthèse du DOO.

Extrait de la carte de synthèse du Documents d'Orientations et d'Objectifs du SCOT de la plaine du Roussillon



Réconcilier l'urbanisme avec l'agriculture et l'environnement

- cœur de nature à protéger
- zone humide à délimiter finement et à protéger (zonage non exhaustif)
- autre milieu d'intérêt écologique à préserver
- principale continuité hydrographique, support de la trame bleue, à préserver
- corridor ou continuité non bâtie à maintenir
- espace agricole à fort potentiel, à protéger en priorité
- nature ordinaire à préserver (espaces à vocation agricole et naturelle)
- secteur de développement urbain potentiel soumis à conditions particulières
- patrimoine bâti rural à sauvegarder et valoriser
- coupure verte à préserver entre les villes et les villages
- espace à vocation agri-paysagère à valoriser (dont la future ceinture verte de l'agglomération)
- frange urbaine et rurale à qualifier
- îlot de nature en ville à créer ou préserver

Construire la ville durable

- espace urbanisé à renouveler et valoriser
- zone d'hébergement de plein air à maîtriser et qualifier
- développement rural de qualité à promouvoir
- axe potentiel de développement urbain
- secteur de projet stratégique à dominante d'habitat
- potentiel de renouvellement urbain à analyser et mobiliser
- potentiel de résidentialisation à analyser et mobiliser
- secteur d'étalement urbain diffus à maîtriser
- Zone d'Aménagement Commercial à conforter et requalifier
- parc d'activité de proximité à promouvoir
- secteur de projet stratégique à dominante d'activité
- projet de grand équipement

Éléments de fond de carte

- Ligne à Grande Vitesse mixte
- voie ferrée
- réseau primaire de voirie
- réseau primaire de voirie en projet
- cours d'eau principal
- cours d'eau secondaire
- canal d'irrigation
- surface en eau

Définir un réseau multimodal efficient

- Projet d'Intérêt Général Ligne Nouvelle Perpignan-Montpellier à réaliser
- aéroport à développer
- port de plaisance à conforter
- gare TGV
- gare ou halte ferroviaire à promouvoir
- gare ou halte ferroviaire à créer
- Transport Collectif en Site Propre à aménager
- secteur urbain stratégique aux abords des gares
- secteur urbain stratégique aux abords du TCSP
- entrée de territoire à qualifier ou requalifier



Sources : IGN BD Topo©2011/BD Carthage©2008, BRL, AERM&C, DREAL 2013, CA66, CA11, Conservatoire du Littoral, DDALL DDE, SIG-LR/OC SOL©2006, CG66, SCOT La Narbonnaise, DDTM66, PMCA 2011, AURCA 2013. Réalisation: AURCA. Tous droits réservés. Approuvé le 13 novembre 2013.

Le PLU de la commune de Montauriol doit donc intégrer les grands principes du SCOT de la plaine du Roussillon et se rendre compatible avec celui-ci.

A. RECONCILIER L'URBANISME AVEC L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT		
SCOT PLAINE DU ROUSSILLON	PROJET DE PLU	
	DÉCLINAISON DU PROJET DE PLU	COMPATIBILITÉ
A.1. Reconnaître et valoriser une armature verte et bleue et protéger les espaces agricoles		
A.1.1 Protéger les milieux naturels d'intérêt écologiques	<ul style="list-style-type: none"> Le territoire communal n'est pas concerné par les cœurs de nature. Les seules zones humides présentes sur le territoire communal concernent les cours d'eau et leurs abords. Aucun développement n'est envisagé à proximité de ces milieux et le PLU assure la protection de ces linéaires, notamment en interdisant tous dépôts, constructions, installations ou aménagements dans une bande de 10, 15 ou 20 mètres (selon les cours d'eau) à compter de la rive des cours d'eau. Le territoire communal est concerné par les « autres milieux d'intérêt écologique (ZNIEFF de type II Massif des Aspres). L'unique zone d'extension de l'urbanisation définie par le PLU n'est pas localisée sur ces espaces (ni à proximité). Ces espaces sont classés en zone naturelle (N). Le territoire communal n'est pas concerné par les espaces agricoles à fort potentiel définis par le SCOT. Le territoire communal n'est pas concerné par les franges urbaines et rurales définies par le SCOT. Le territoire communal n'est pas concerné par les coupures vertes définies par le SCOT. La préservation de la nature ordinaire passe principalement par : <ul style="list-style-type: none"> La définition d'un secteur agricole (Ap) faisant l'objet d'une protection stricte en raison essentiellement de son fort intérêt sur le plan paysager et de par sa proximité avec des éléments patrimoniaux qu'il convient de protéger. La progression entre le POS et le PLU des surfaces classées en zones agricole ou naturelle au détriment des surfaces classées en zones urbaines ou à urbaniser (bénéfice de 1,15 ha). Les zones A et N restent largement majoritaires (96% de la superficie communale). Le choix d'un développement urbain très modéré avec une seule zone d'extension urbaine de 0,65 ha. Les continuités écologiques (TVB) ont été déterminées à l'échelle du territoire communal en respect de l'armature verte et bleue du SCOT (et du SRCE). Une part minimale de surfaces en pleine terre doit être respectée lors de la réalisation de nouvelles constructions ou d'extensions de plus de 20 m² en zones UB, UC et AU. 	✓
A.1.2 Protéger les espaces agricoles à forts potentiels et doter les zones de projets agricoles portés par les collectivités d'une vocation pérenne		
A.1.3. Préserver la nature ordinaire (espaces à vocation agricole et naturelle), support d'activités et d'un cadre de vie de qualité		
A.1.4. Décliner et valoriser l'armature verte et bleue dans les documents d'urbanisme communaux, à l'échelle locale ou intercommunale		

A.2. Valoriser le socle paysager et le patrimoine catalan		
A.2.1. Préserver les paysages emblématiques et valoriser les paysages quotidiens	<ul style="list-style-type: none">La thématique du paysage et du patrimoine bâti a fait l'objet d'une analyse particulière dans le cadre du PLU (cf. cahier 3 du rapport de présentation).Un des grands objectifs poursuivis par le PLU est de sauvegarder ce paysage de transition entre le massif des Aspres et la plaine agricole du Roussillon.Les zones A et N représentent 96% de la superficie communale.La délimitation entre la zone N et la zone A a été revue afin d'être plus fidèle à la réalité du terrain.Aucun développement urbain n'est envisagé à proximité des cours d'eau.La définition d'un secteur agricole (Ap) faisant l'objet d'une protection stricte (pour des raisons essentiellement paysagères) permet d'assurer la sauvegarde de ces paysages de piémont.Les 3 éléments repérés dans le SCOT comme patrimoine bâti rural sont protégés dans le PLU via leur identification au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme.Le centre ancien villageois et le hameau des Hostalets sont classés en zone UA avec des prescriptions règlementaires permettant d'assurer la protection et la valorisation de l'identité architecturale et paysagère du tissu urbain originel.Le SCOT de la plaine du Roussillon identifie des éléments de patrimoine bâti rural à sauvegarder et à valoriser, qu'ils soient liés au patrimoine agricole ou religieux. Ainsi, le PLU de Montauriol recense de nombreux éléments patrimoniaux faisant l'objet d'une protection au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme (mas, chapelles, veïnats, puits, fontaine...).	✓
A.2.2. Mettre en valeur le patrimoine catalan et les perceptions paysagères		
A.3. Construire la ville en respect du territoire et de l'archipel		
A.3.1. Garantir des coupures vertes et des pénétrantes paysagères	<ul style="list-style-type: none">Le territoire communal n'est pas concerné par les coupures vertes définies par le SCOT.Le territoire communal n'est pas concerné par les franges urbaines et rurales définies par le SCOT.La localisation de l'unique zone d'extension de l'urbanisation va permettre de finaliser l'urbanisation du centre ancien villageois. Cette zone fait l'objet d'une OAP spécifique.Le secteur UAa correspond à une dent creuse située au sein du centre ancien villageois. Son urbanisation permettra de conforter la centralité villageoise par la création d'un nouveau quartier plus compact, rappelant la forme urbaine des veïnats (alignement des constructions sur les voies en limites séparatives).De manière transversale, l'intégralité des dispositions règlementaires du PLU ont été établies afin de préserver la qualité paysagère et patrimoniale de la commune (réduction des zones à urbaniser, maîtrise des secteurs d'étalement diffus, confortement de la centralité villageoise, gestion des fonds de parcelle pour assurer une transition avec les espaces naturels...)	✓
A.3.2. Caractériser et qualifier des franges urbaines et rurales, comme des interfaces ville-campagne durables et génératrices de qualité de vie		
A.3.3. Introduire la nature en ville et promouvoir des parcs urbains multifonctionnels		
A.3.4. Assurer la pertinence paysagère des extensions urbaines		

	<ul style="list-style-type: none">• Une part minimale de surfaces en pleine terre doit être respectée lors de la réalisation de nouvelles constructions ou d'extensions de plus de 20 m² en zones UB, UC et AU.	
A.4. Assurer la préservation des ressources naturelles et encadrer leur exploitation		
A.4.1. Protéger les ressources en eau et les milieux aquatiques	<ul style="list-style-type: none">• Le développement très modéré en matière d'urbanisation et d'accueil de nouvelles populations va dans le sens d'une préservation des ressources naturelles (eau, sol, énergie...).• L'urbanisation d'une dent creuse au sein de la centralité villageoise vont dans le sens d'une réduction des linéaires de réseaux.• Les dispositions règlementaires préconisent la récupération et le stockage des eaux pluviales de toiture.• Une part minimale de surfaces en pleine terre doit être respectée lors de la réalisation de nouvelles constructions ou d'extensions de plus de 20 m² en zones UB, UC et AU.• Dans toutes les zones (sauf zone UA), les toitures peuvent être équipées de panneaux solaires, sous réserve qu'ils s'insèrent dans la composition de la couverture et qu'ils ne concernent qu'un pan de toiture.• Pour permettre la réhabilitation des anciennes carrières, identifiées en zone naturelle, par le développement de champ photovoltaïque, les dispositions règlementaires de la zone N autorisent, sous conditions, les équipements collectifs.	✓
A.4.2. Amorcer un nouveau modèle énergétique		
A.4.3. Permettre l'exploitation du sous-sol en limitant les nuisances		
A.5. Prévenir les risques naturels et technologiques et leurs possibles évolutions		
	<ul style="list-style-type: none">• La commune n'est pas concernée par un PPR approuvé.• Un des objectifs poursuivis par la commune est de conforter l'activité pastorale dans le massif et de soutenir l'activité agricole (notamment afin de limiter le développement des friches). En outre, le PLU :<ul style="list-style-type: none">- oriente l'urbanisation future (zone AU) en dehors des zones d'aléas élevés,- matérialise une interface durable entre la zone urbaine et la zone à risque,- décline des espaces classés au POS en zone NA en zone naturelle au PLU afin d'y proscrire toute nouvelle urbanisation éventuelle,- à travers l'instauration d'un zonage particulier (secteur UC_r), proscriit la possibilité de densifier la zone urbaine exposée au risque feu de forêt,- interdit toute nouvelle construction à usage d'habitation dans les zones agricoles et naturelle, afin de stopper le développement de l'habitat diffus ou isolé dans le massif et donc de limiter l'exposition de nouveaux habitants à des aléas élevés.• L'unique zone à urbaniser identifiée par le PLU n'est pas située à proximité immédiate d'un cours d'eau. De plus, l'extension très modérée de l'urbanisation et la définition d'une part minimale de surfaces en pleine terre à respecter dans les zones UB, UC et AU contribuent à limiter l'imperméabilisation des sols et donc les risques d'inondation par ruissellement et de ravinement.	✓

	<ul style="list-style-type: none"> L'interdiction de tous dépôts, constructions, installations ou aménagements dans une bande de 10, 15 ou 20 mètres (selon les cours d'eau) à compter de la rive des cours d'eau limite l'exposition à ces aléas. 	
A.6. Promouvoir un mode spécifique de développement durable sur le littoral		
A.6.1. Reconnaître les sites emblématiques du littoral	<i>Sans objet - non concerné par cette disposition.</i>	
A.6.2. Définir les principales coupures d'urbanisation		
A.6.3. Reconnaître les espaces proches du rivage		
A.6.4. Déterminer les capacités d'accueil des communes littorales		

B. ARTICULER LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES AVEC UN URBANISME DE PROJET POUR CONSTRUIRE LA VILLE DURABLE		
SCOT PLAINE DU ROUSSILLON	PROJET DE PLU	
	DÉCLINAISON DU PROJET DE PLU	COMPATIBILITÉ
B.1. Consolider une armature urbaine, socle fondamental d'une répartition équilibrée et cohérente de l'offre en logements		
B.1.1. Développer et répartir harmonieusement l'offre en logement	<ul style="list-style-type: none">Les objectifs démographiques communaux ont été définis dans le respect des objectifs du SCOT de la plaine du Roussillon, en se basant sur le scénario d'évolution démographique de ce dernier.La vingtaine de nouveaux logements à produire s'inscrit dans l'objectif de production de logements assigné par le SCOT aux communes de la Communauté de Communes des Aspres, dont l'objectif est de produire 1700 logements à l'horizon 2030. Cet objectif de production sera assuré par l'urbanisation de la zone 1AU et par la reconquête du tissu urbain existant (dents creuses, division parcellaire...). Cette enveloppe doit se répartir de manière équilibrée entre les villes des Aspres (hors Thuir) en tenant compte des caractéristiques de chacune des communes : pression foncière, ambition démographique, potentiel urbanisable... Cette répartition doit s'effectuer de manière tenable afin de préserver la qualité de vie rurale de ces communes et conformément au SCOT qui permet aux petites communes rurales comme Montauriol d'atteindre une taille critique dans le respect d'un développement rural de qualité à promouvoirLa commune a fait le choix de s'orienter vers une croissance très modérée de sa population, dans le respect de son cadre de vie rural	✓
B.1.2. Préciser les objectifs dans le cadre des politiques communautaires		
B.1.3. Permettre aux petites communes d'atteindre une taille critique		
B.2. Produire une offre en logement plus diversifiée pour garantir l'équité et la cohésion sociale		
	<ul style="list-style-type: none">La commune souhaite proposer une offre de logements plus diversifiée et davantage accessible aux ménages en proposant notamment des parcelles urbanisables de taille inférieure qu'auparavant.	✓
B.3. Prioriser les secteurs de projets stratégiques à vocation dominante d'habitat, laboratoires de la ville durable		
	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
B.4. Renouveler la ville plutôt que de l'étendre		
B.4.1. Reconnaître le potentiel de renouvellement urbain et de résidentialisation	<ul style="list-style-type: none">La production de nouveaux logements sera principalement satisfaite par la rationalisation du tissu urbain existant : constructions nouvelles dans le cadre de division parcellaire et urbanisation de dents creuses, notamment dans le village à proximité de la mairie (secteur UAa - OAP 1)Une seule zone d'extension de l'urbanisation a été déterminée. Cette zone (1AU) de 0,65 ha est située en	✓

B.4.2. Permettre le renouvellement urbain en accompagnant les évolutions et en préservant l'identité	<p>continuité de la zone urbaine actuelle et permettra de conforter la centralité villageoise.</p> <ul style="list-style-type: none">• Les dispositions règlementaires favorisent la densification, notamment par division parcellaire, du tissu urbanisé qui n'est pas exposé au risque incendie.• Le hameau des Hostalets et les veïnats sont identifiés en tant qu'élément patrimonial à protéger au titre de l'article L151-19 du code de l'Urbanisme.• Les dispositions règlementaires encouragent l'usage et la valorisation des matériaux, formes et couleurs traditionnels et encadrent l'intégration des éléments standardisés contribuant à dégrader la qualité architecturale et paysagère des cœurs villageois.	
B.5. Maîtriser l'étalement urbain et ses conséquences par le levier de l'action foncière		
B.5.1. Développer les politiques d'intervention foncières	<ul style="list-style-type: none">• Le Droit de Préemption Urbain sera appliqué dans le nouveau PLU et des emplacements réservés ont été identifiés pour mieux gérer l'espace.• Le territoire communal n'est pas concerné par les « secteurs de développement urbain soumis à conditions particulières » identifiés par le SCOT.• Le territoire communal est concerné par deux secteurs d'étalement urbain diffus identifiés par le SCOT, le Mas Chiville et le Serrat de les Planes. Pour maîtriser l'urbanisation de ces secteurs, des dispositions règlementaires spécifiques, notamment en matière d'implantation des constructions ont été mises en œuvre dans le règlement et leurs contours sont figés par le zonage qui a été redélimité dans le cadre de l'élaboration du PLU.• A horizon 2030, le PLU prévoit une réduction de la consommation d'espaces agricoles et naturels d'au moins 60% par rapport à la consommation enregistrée au cours des dernières années ; l'ambition communale étant de privilégier la reconquête du tissu urbain existant.• Un des principaux objectifs poursuivis par le PLU est de stopper le mitage des espaces agricoles et naturels. Ainsi, en dehors de la zone urbanisée, il s'agit de contenir le développement de l'habitat diffus ou isolé.• La limitation de l'extension urbaine (zone 1AU = 0,65 ha) participe à la mise en œuvre de la politique d'économie d'espace.	✓
B.5.2. Maîtriser le développement des zones d'étalement urbain diffus		
B.5.3. Définir des objectifs de consommation économes		
B.5.4. Maîtriser la consommation foncière des espaces de développement urbain potentiel		
B.6. Assurer la mixité des fonctions dans les espaces urbains		
B.6.1. Maintenir l'activité au cœur de la ville et des villages	<ul style="list-style-type: none">• En matière de mixité des fonctions, outre la destination « habitation », les dispositions règlementaires des zones U et 1AU autorisent les constructions relevant des destinations « artisanat et commerce de détail », « activités de services où s'effectuent l'accueil d'une clientèle », « restauration », « hébergement hôtelier et touristique », « bureaux » et « équipements d'intérêt collectif et services publics ».• Dans le secteur UAa, la voie en impasse débouchera sur une placette qui devra être traitée en tant qu'espace public afin de créer un lieu de convivialité.	✓
B.6.2. Préserver le tissu de commerces traditionnels et maîtriser les impacts des zones d'aménagement commercial sur l'organisation du territoire		
B.6.3. Promouvoir des parcs d'activités de proximité au sein de petits bassins		

B.7. Renouveler l'économie du territoire par l'aménagement d'un réseau de parcs stratégiques à dominante d'activités		
	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
B.8. Prévoir les grands projets d'équipements et de services		
B.8.1. Assurer le rayonnement touristique, culturel et universitaire du territoire	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
B.8.2. Conforter le réseau d'équipements et de services structurants		

C. DEFINIR UN RESEAU MULTIMODAL EFFICIENT POUR UN MAILLAGE COMPLET DU TERRITOIRE		
SCOT PLAINE DU ROUSSILLON	PROJET DE PLU	
	DÉCLINAISON DU PROJET DE PLU	COMPATIBILITÉ
C.1. Mettre en réseau les grands équipements et les territoires pour assurer le rayonnement de l'espace métropolitain transfrontalier		
C.1.1. Connecter le territoire à la grande vitesse	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
C.1.2. Poursuivre la requalification de la plateforme aéroportuaire		
C.1.3. Promouvoir l'accessibilité maritime du littoral		
C.1.4. Renforcer l'accessibilité numérique du territoire		
C.2. Construire un schéma multimodal des déplacements à l'échelle de la plaine du Roussillon		
C.2.1. Faire des lignes ferroviaires « voyageurs », à conforter, optimiser ou remettre en service, une alternative crédible à l'utilisation de la voiture particulière	<ul style="list-style-type: none">En étroite collaboration avec le Conseil Départemental et la Communauté de Communes des Aspres, la commune souhaite conforter le service de transports en commun public qui dessert la commune (transport à la demande, navette, transport scolaire).	✓
C.2.2. Renforcer une offre structurante en transport collectif routier complémentaire à l'offre ferroviaire		
C.3. Compléter et hiérarchiser le réseau d'infrastructures routières, pour améliorer la qualité de vie		
C.3.1. Reconnaître la hiérarchisation du réseau viaire	<ul style="list-style-type: none">L'OAP n°1 précisent que la desserte de la zone à urbaniser sera assurée par un accès unique prenant la forme d'une voie en impasse connectée au chemin vicinal n°2 de Céret à Thuir. Le projet de voirie devra veiller à préserver la topographie naturelle du site en limitant les déblais et remblais tout en présentant des pentes de voirie admissibles (<10%).L'OAP n°2 précisent que la desserte de la zone s'effectuera par le biais d'un accès unique prenant la forme d'une voie nouvelle connectée à un chemin lui-même raccordé à la route départementale n°2. Il conviendra d'adapter l'ouvrage de franchissement du Ravin Camp del Falgué aux flux générés par l'urbanisation	✓
C.3.2. Préserver et conforter prioritairement le réseau d'infrastructures existantes pour rationaliser les investissements et diminuer les impacts		
C.3.3. Compléter le maillage routier existant		
C.3.4. Eviter le franchissement par l'urbanisation des grandes infrastructures routières et ferroviaires		

	<p>du secteur afin que la desserte puisse s'effectuer en toute sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> A travers la création de plusieurs emplacements réservés, la commune souhaite sécuriser les voiries, compléter l'offre de stationnement ainsi que sécuriser et faciliter l'accès au centre villageois. 	
C.4. Adapter les réseaux aux spécificités des entités du territoire		
C.4.1. Reconnaître les besoins saisonniers du littoral	<ul style="list-style-type: none"> La desserte routière des zones à urbaniser sera directement rattachée à la RD2, elle-même connectée à la RD615 à partir de Fourques. 	✓
C.4.2. Connecter les territoires ruraux aux réseaux		

C.5. Assurer le cadencement des transports collectifs, supports d'une mobilité durable et performante		
C.5.1. Créer une « croix » de TCSP dans le cœur d'agglomération qui structure le cœur du système de transport	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
C.5.2. Promouvoir des lignes express en articulation avec la croix de TCSP		
C.6. Générer des projets urbains autour des pôles d'échanges multimodaux		
C.6.1. Organiser les pôles d'échanges	Sans objet - non concerné par cette disposition.	
C.6.2. Impulser des projets urbains		
C.7. Organiser les modes doux de déplacements		
C.7.1. Promouvoir l'élaboration de plans plurimodaux de déplacements (PPMD)	<ul style="list-style-type: none">La commune souhaite compléter l'offre de stationnement existante et développer des cheminements doux pour faciliter les liaisons entre les différents espaces urbanisés de la commune. Pour ce faire, les Emplacements réservés n° 1 et 2 ont notamment été créés.Les dispositions règlementaires encadrent le stationnement des deux-roues.	✓
C.7.2. Améliorer l'offre cyclable dans un objectif de report modal		
C.7.3. Valoriser la découverte du territoire avec les voies vertes et les parcours paysagers		
C.8. Soigner le paysage des routes et les entrées de ville		
C.8.1. Valoriser ou requalifier certains axes routiers	<ul style="list-style-type: none">Le territoire communal n'est pas concerné par les entrées de territoire, entrées de ville, et routes à requalifier identifiées par le SCOT.La localisation de la zone à urbaniser UAa est justifiée par la volonté de finaliser l'urbanisation du village afin de mieux marquer la centralité. L'OAP 1 et le règlement définissent les dispositions favorables à la qualification de ce secteur (recul obligatoire, espace tampon, espace vert à mettre en valeur ...).La municipalité souhaite poursuivre les aménagements qualitatifs déjà réalisés, notamment piétonnier, pour mettre en valeur et marquer l'entrée du village.	✓

C.8.2. Mettre en valeur les entrées du territoire et les entrées de ville	L'OAP 1 vise à préserver les vues en particulier le cône de vue avec l'Eglise Saint-Saturnin classée monument historique.	
---	---	--

➔ **Le PLU est donc compatible avec le SCOT Plaine du Roussillon et contribue largement à sa mise en œuvre à l'échelle du territoire communal.**

➤ **Les dispositions particulières au littoral**

Territoire non concerné.

➤ **Les dispositions particulières aux zones de montagne**

Territoire non concerné.

➤ **Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)**

La réforme des collectivités territoriales a été engagée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et s'est poursuivie avec la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Celle-ci a doté la région d'un document prescriptif de planification, en remodelant le schéma régional d'aménagement de développement du territoire (SRADT) issu de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 afin de le transformer en Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET). Ce schéma Régional a notamment pour objectif la rationalisation du nombre de documents existants en prévoyant l'insertion, au sein du SRADDET, de plusieurs schémas sectoriels, afin de permettre une meilleure coordination des politiques publiques régionales concourant à l'aménagement du territoire.

Dès 2016, la région Occitanie s'est engagée dans un processus de concertation et de réflexion afin d'alimenter le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires, véritable feuille de route de l'aménagement de son territoire. **L'année 2017 sera principalement marquée par la délibération du Conseil Régional approuvant les principes relatifs au lancement de la démarche d'élaboration du SRADDET.**

➤ **Le schéma directeur de la région d'Île-de-France**

Territoire non concerné.

➤ **Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion**

Territoire non concerné.

➤ **Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse**

Territoire non concerné.

➤ **Les chartes des parcs naturels régionaux**

Territoire non concerné.

➤ **Les chartes des parcs nationaux**

Territoire non concerné.

➤ **Les orientations et objectifs des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)**

Le SDAGE Rhône-Méditerranée vise une gestion équilibrée des milieux aquatiques et des ressources en eau. Il constitue l'outil de mise en œuvre de la Directive européenne cadre sur l'eau. Fort des connaissances acquises lors du premier cycle (SDAGE 2010-2015), ce SDAGE « 2^{ème} génération » vise un renforcement de l'action afin d'atteindre les objectifs environnementaux aux échéances 2021 et 2027. Les mesures à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs sont recensées au sein du programme de mesures. Le SDAGE 2016-2021 s'articule autour de neuf orientations fondamentales :

- S'adapter aux effets du changement climatique.
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques.
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Le PLU de Montauriol ne va pas à l'encontre des orientations et des objectifs du SDAGE. En effet, le choix d'une croissance démographique modérée, la définition d'un objectif ambitieux de réduction de la consommation d'espaces ainsi que les différentes dispositions réglementaires en faveur de la protection des cours d'eau et de la limitation des volumes d'eaux de ruissellement contribuent pleinement à la préservation des ressources en eau, à la protection des milieux aquatiques et à la prise en compte du risque d'inondation.

➔ ***Le PLU est donc compatible avec les orientations fondamentales et objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée.***

➤ **Les objectifs définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)**

Le territoire communal appartient au territoire du SAGE des nappes plio-quaternaires de la Plaine du Roussillon. Ce schéma est aujourd'hui en cours d'élaboration. Le SAGE constitue un outil de gestion de l'eau élaboré par des acteurs locaux réunis au sein d'une structure particulière, la Commission Locale de l'Eau. Il a vocation à établir une stratégie locale d'actions visant à concilier les différents usages de l'eau et la bonne qualité de la ressource et des milieux aquatiques.

La stratégie du SAGE validée en 2014 définit six orientations stratégiques :

- Articuler préservation des nappes et aménagement du territoire pour préserver l'avenir de la plaine du Roussillon.

- Partager l'eau des nappes entre les différents usages, dans le respect de l'équilibre quantitatif.
- Réguler la demande en eau par une politique d'économies volontariste.
- Connaître tous les forages et faire en sorte qu'ils soient de bonne qualité.
- Protéger les captages AEP, en adaptant la réponse à leur niveau de contamination ou de vulnérabilité.
- Organiser la gouvernance pour une gestion efficace des nappes.

Autant que possible, le PLU de Montauriol est établi en anticipation de la mise en œuvre du SAGE, aujourd'hui en cours d'élaboration. A l'instar de la compatibilité avec le SDAGE, le choix d'une croissance démographique modérée et les différentes dispositions réglementaires en faveur de la protection des cours d'eau et de la limitation des volumes d'eaux de ruissellement ont notamment été définis en ce sens.

➤ **Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI)**

Le PGRI, document cadre élaboré à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée, a été approuvé en décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin. Il définit des dispositions applicables à l'ensemble du district hydrographique et des objectifs spécifiques à chaque Territoire à Risques Importants d'inondation (TRI).

Au niveau départemental, un TRI a été identifié. Il s'agit du TRI Perpignan/Saint-Cyprien qui ne concerne pas la commune de Montauriol. Sur ce TRI, d'ici 2017, quatre Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) - au périmètre plus large que le TRI - seront élaborées. La commune de Montauriol est concernée par la SLGRI « Bassins versants du Réart, de ses affluents et de l'étang de Canet - St-Nazaire ».

Les dispositions du PGRI sont réparties au sein de cinq grands objectifs :

- GO 1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation.
- GO 2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.
- GO 3 : Améliorer la résilience des territoires exposés.
- GO 4 : Organiser les acteurs et les compétences.
- GO 5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Des objectifs complémentaires concernent la SLGRI « Bassins versants du Réart, de ses affluents et de l'étang de Canet - St-Nazaire ». Ceux qui présentent un lien étroit avec la démarche d'élaboration du PLU, c'est-à-dire les objectifs des deux premiers grands objectifs, sont exposés en suivant :

- GO1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation.

- Sensibiliser et accompagner les acteurs de l'aménagement pour mieux prendre en compte les risques.
- Poursuivre le programme de PPRNP (Plan de Prévention des Risques) sur les périmètres des SLGRI (Stratégies Locales de Gestion des Risques Inondation).
- Développer le volet risque inondation dans les SCOT et PLU et veiller à des pratiques harmonisées notamment pour la coordination des deux SCOT.
- S'assurer de la compatibilité des PLU avec les SCOT et celle des SCOT avec le PGRI.
- Engager des actions en vue de la réduction de la vulnérabilité du bâti : améliorer la connaissance des enjeux pour agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité (population, environnement, activités, ouvrages, réseaux).

- GO2 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

- Poursuivre les actions de limitation des débordements de cours d'eau et d'aménagement des champs d'expansion des crues.
- Veiller au développement des approches intégrées associant la gestion et la préservation des milieux aquatiques à la prévention des risques d'inondation.
- Créer/préserver des champs d'expansion des crues sur les cours d'eau du bassin versant de l'Etang de Canet-Saint-Nazaire.

Le PGRI vise principalement à réduire les conséquences négatives des inondations et recherche à encadrer et optimiser les outils de gestion des risques d'inondation. Sa mise en œuvre doit notamment permettre de renforcer la prise en compte des risques d'inondation dans l'aménagement du territoire.

Le territoire communal n'est pas concerné par un PPR Inondation. Sur la commune, le risque d'inondation se manifeste principalement par des inondations torrentielles. Les zones exposées à cet aléa se limitent aux proches abords de certains cours d'eau (correc dels Hostalets, rivière de Montauriol, la Galcerane...). Les études réalisées dans le cadre de l'Atlas des Zones Inondables indiquent la présence d'aléas faibles et d'enjeux limités (3-4 habitations potentiellement concernées au niveau du village en aval de la confluence entre le correc dels Hostalets et la rivière de Montauriol).

La protection contre les risques naturels constitue une des grandes orientations portées par le PADD. En ce sens, les choix effectués en matière d'organisation territoriale du développement ont été largement guidés par la prise en compte des risques, notamment d'inondation.

Sur le plan réglementaire, l'extension très modérée de l'urbanisation et la définition d'une part minimale de surfaces de pleine-terre au niveau des zones Urbaines et A Urbaniser contribuent à limiter l'imperméabilisation des sols et donc les risques d'inondation par ruissellement. De plus, le respect d'un recul de 10 m, 15 m voire 20 m à compter de la rive des cours d'eau pour tout aménagement limite largement l'exposition potentielle à un aléa.

➔ ***Le PLU est donc compatible avec les objectifs et dispositions du PGRI Rhône-Méditerranée.***

1.2. Prise en compte des documents de rang supérieur

➤ **Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)**

La réforme des collectivités territoriales a été engagée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et s'est poursuivie avec la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Celle-ci a doté la région d'un document prescriptif de planification, en remodelant le schéma régional d'aménagement de développement du territoire (SRADT) issu de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 afin de le transformer en Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce schéma Régional a notamment pour objectif la rationalisation du nombre de documents existants en prévoyant l'insertion, au sein du SRADDET, de plusieurs schémas sectoriels, afin de permettre une meilleure coordination des politiques publiques régionales concourant à l'aménagement du territoire.

Dès 2016, la région Occitanie s'est engagée dans un processus de concertation et de réflexion afin d'alimenter le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires, véritable feuille de

route de l'aménagement de son territoire. **L'année 2017 sera principalement marquée par la délibération du Conseil Régional approuvant les principes relatifs au lancement de la démarche d'élaboration du SRADDET.**

D'ici l'approbation de ce dernier, le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) reste en vigueur et précise les orientations fondamentales, à moyen terme, du développement durable du territoire régional et ses principes d'aménagement.

Son objectif, basé sur un état des lieux partagé, est de définir pour les aménageurs partenaires les principaux objectifs relatifs à une localisation plus cohérente des grands équipements, des infrastructures et des services d'intérêt général pour améliorer l'efficacité des services publics.

La Région Languedoc Roussillon était dotée d'un SRADDT, adopté par le Conseil Régional le 25/09/2009 et dote le territoire d'une vision prospective pour 2030, basée sur 3 axes :

- Construire l'aménagement du territoire de demain, grâce à la mise en cohérence des différentes politiques publiques pour assurer la qualité, l'attractivité et la cohésion du territoire.
- S'inscrire dans le processus de décentralisation, en donnant toute sa consistance au rôle de chef de file de la Région, en matière d'aménagement du territoire.
- Positionner la région à l'échelle européenne et méditerranéenne, dans un contexte de montée en puissance de l'Europe des Régions et d'intensification des échanges méditerranéens.

Via le SRADDT la région se donne 3 paris d'avenir :

- L'accueil démographique : La région doit continuer d'accueillir de nouvelles populations et notamment des actifs supplémentaires et qualifiés pour renforcer et faire évoluer l'économie. Il y a donc un impératif de former, accueillir et organiser les conditions de cet accueil de population.
- La mobilité : Volonté d'accroître la mobilité et d'appuyer la mobilité durable car se déplacer c'est accéder aux ressources, faciliter un épanouissement personnel et créer de la richesse économique.
- L'ouverture : La région doit développer une stratégie d'ouverture et de rayonnement pour conforter sa position de carrefour de la Méditerranée.

➔ Les orientations du PLU de la commune de Montauriol sont en accord avec les 3 paris d'avenir définis dans le SRADDT.

➤ Les schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE)

Le SRCE du Languedoc-Roussillon détermine les continuités écologiques à l'échelle régionale. En Languedoc-Roussillon, ce schéma a été adopté en novembre 2015. Il comporte notamment un diagnostic qui identifie les enjeux régionaux en matière de biodiversité et de continuité écologique, une cartographie au 1/100 000^{ème} de la trame verte et bleue (réservoirs de biodiversité + corridors écologiques) et un plan d'actions stratégiques. Le SRCE renseigne sur la présence d'enjeux de continuité écologique d'ordre régional qui doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement.

Au niveau du territoire communal, les cours d'eau suivants sont reconnus comme réservoir de biodiversité : la Galcerane, le correg dels Hostalets, la Canterrane et la rivière de St-Amanç. Aucun corridor écologique n'est identifié.

Dès l'état initial de l'environnement, le SRCE est pris en compte dans les travaux qui ont permis d'identifier les continuités écologiques à l'échelle communale (cf. chapitre 3.3. de l'Etat Initial de l'Environnement).

Ces continuités sont ensuite relayées dans le projet politique à travers une orientation générale du PADD (« Préserver la fonctionnalité écologique du territoire ») qui vise essentiellement à préserver les continuités écologiques sur ce territoire de transition entre la plaine agricole roussillonnaise et le massif boisé des Aspres. Il s'agit de protéger le massif des Aspres, sauvegarder les espaces agricoles, soutenir l'activité agricole et pastorale, ne pas compromettre les différents « flux » écologiques qui s'opèrent entre le massif et la plaine, préserver les continuités aquatiques, contenir le mitage en zone agricole et naturelle, et s'orienter vers un développement modéré de l'urbanisation en continuité du tissu urbain existant.

Les dispositions écrites et graphiques du règlement assurent la traduction réglementaire de cette orientation. Les formations forestières et sub-forestières qui composent le massif des Aspres sont classées en zone Naturelle. Les espaces agricoles au potentiel agronomique reconnu sont classés en zone Agricole (zones A et Ap) afin de pérenniser la vocation agricole de ces espaces et donc de favoriser leur exploitation qui permet entre autres d'éviter la fermeture des milieux. Au total, les zones A et N du PLU couvrent 96,3% de la superficie communale. Concernant les linéaires aquatiques, tous dépôts, constructions, installations ou aménagements sont interdits dans le lit des cours d'eau, et un recul de 10, 15 voire 20 mètres à compter de la rive des cours d'eau est à respecter dans le cadre de nouveaux aménagements. Au sein des espaces agricoles, le classement de ripisylves et de petites « poches » boisées en zone Naturelle participe aussi à la sauvegarde des continuités écologiques. En sus, au niveau des zones UB, UC et AU, la définition d'une part minimale de surfaces de pleine-terre (60% à 80%) est favorable à la biodiversité « urbaine ».

➔ *Le PLU prend en compte le SRCE Languedoc-Roussillon et contribue activement à sa déclinaison à l'échelle locale.*

➤ **Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine**

Le Schéma Régional de Développement de l'aquaculture marine est issu de la loi de modernisation et de l'agriculture et de la pêche du 27/07/2010. L'objectif est de mettre en œuvre une stratégie de planification de l'espace littoral et maritime (comprenant le Domaine Public Maritime (DPM), étendu aux eaux sous souveraineté ou juridiction française, et le territoire des communes littorales), afin de prévenir les conflits d'usage et de confier aux aquaculteurs les espaces nécessaires au développement des activités aquacoles, à terre et en mer.

Le schéma régional de développement de l'aquaculture marine en Languedoc-Roussillon a été validé le 1er août 2014 par arrêté préfectoral du Préfet de l'ancienne Région Languedoc-Roussillon. L'objectif attendu de la démarche est de permettre un développement de filières aujourd'hui freinées dans leur visibilité économique. Ce développement doit pouvoir s'appuyer sur l'identification de zones propices, fondée sur un consensus minimum entre l'ensemble des acteurs concernés. Les schémas ont vocation à être actualisés tous les 5 ans.

➔ *Territoire non concerné par ce schéma.*

➤ **Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics**

➔ *Territoire non concerné par des programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics.*

➤ **Les schémas régionaux des carrières**

Le Schéma Régional des Carrières a été créé par la loi « ALUR » du 24 mars 2014. « Il définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable

des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il prend en compte l'intérêt économique national et régional, les ressources, y compris marines et issues du recyclage, ainsi que les besoins en matériaux dans et hors de la région, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace, l'existence de modes de transport écologiques, tout en favorisant les approvisionnements de proximité, une utilisation rationnelle et économe des ressources et le recyclage. Il identifie les gisements potentiellement exploitables d'intérêt national ou régional et recense les carrières existantes. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de limitation et de suivi des impacts et les orientations de remise en état et de réaménagement des sites ». Extrait de l'article L515-3 du Code de l'Environnement.

Le SRC est élaboré par le Préfet de région. Conformément à la loi ALUR, le SRC de la région Occitanie devra être approuvé au plus tard au 1er janvier 2020. Une fois en vigueur, le SRC se substituera aux actuels Schémas Départementaux des Carrières (SDC).

Le Schéma Départemental des Carrières des Pyrénées-Orientales a été élaboré sous la responsabilité de la Commission Départementale des Carrières présidée par le Préfet (arrêté préfectoral du 12/11/1997). Il définit les conditions générales d'implantation des carrières dans le département. Il prend en compte l'intérêt économique local et national, les ressources et les besoins en matériaux du département et des départements voisins, la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la nécessité d'une gestion équilibrée de l'espace, tout en favorisant une utilisation économe des matières premières. Il fixe les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites. Il constitue ainsi un instrument d'aide à la décision du Préfet lorsqu'il autorise les exploitations de carrières en application de la législation des installations classées.

➔ *Il est rappelé qu'aucune exploitation d'extraction de matériaux n'est présente sur le territoire communal depuis plusieurs années.*

➤ **Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière**

Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière ont été introduits par la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée par l'Assemblée nationale le 11 septembre 2014 et publiée au Journal officiel le 14 octobre 2014. L'article L153-8 du Code Forestier : « Le département élabore chaque année un schéma d'accès à la ressource forestière, en concertation avec les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés. Ce schéma prévoit des itinéraires empruntant des routes départementales, communales et intercommunales et permettant d'assurer le transport de grumes depuis les chemins forestiers jusqu'aux différents points de livraison. »

➔ *Schéma non élaboré à ce jour.*

➤ **Les Plans climat-énergie territoriaux (PCET)**

• **Le PCET du Languedoc-Roussillon**

Adopté en 2009, le PCET constitue la contribution de l'ex-région Languedoc-Roussillon à l'atteinte des objectifs européens et nationaux de lutte contre le changement climatique. Il contient un programme d'actions comportant 60 actions d'atténuation ou d'adaptation réparties en sept thématiques : Bâtiment - Résidentiel et tertiaire ; Bâtiments - Patrimoine des collectivités ; Transport - Voyageurs ; Transport - Marchandises ; Urbanisme, risques et aménagement du territoire ; Développement économique ; Animation du Plan Climat.

- **Le PCET des Pyrénées-Orientales**

Approuvé en 2013, le PCET des Pyrénées-Orientales s'articule autour de deux volets, « Adaptation » et « Atténuation », comprenant chacun quatre enjeux au sein desquels sont réparties 24 orientations. Afin de mettre en œuvre ce plan, le Conseil Départemental s'engage sur une centaine d'actions opérationnelles.

Volet Adaptation :

- Favoriser la préservation des ressources naturelles du département.
- Accompagner l'adaptation des activités économiques clés.
- Œuvrer en faveur de la santé de tous et d'un cadre de vie agréable et attractif malgré les fortes chaleurs.
- Aider à la sécurisation des personnes, des biens et des réseaux.

Volet Atténuation :

- Contribuer à construire une alternative à la voiture individuelle pour favoriser une mobilité durable quotidienne ou de loisirs.
- Impulser la réhabilitation du parc bâti pour améliorer le confort de vie en été comme en hiver.
- Œuvrer en faveur de la lutte contre la précarité énergétique et aider à garantir le droit à l'énergie pour tous.
- En tant que chef de file, mobiliser le territoire autour du défi de la lutte contre le changement climatique.

- **Le PCET du Pays Pyrénées-Méditerranée**

Approuvé en 2011, le PCET du Pays Pyrénées-Méditerranée s'articule autour de cinq orientations comprenant chacune deux axes stratégiques :

- Appuyer les démarches d'aménagement intégrées.
 - o Optimiser les projets d'aménagements.
 - o Maintenir la cohérence entre les différentes échelles de projet.
- Assurer une animation du territoire.
 - o Sensibiliser et concerter.
 - o Suivre, évaluer et restituer de l'impact des actions menées sur le territoire au regard des objectifs poursuivis.
- Cultiver les conditions d'une mobilité durable.
 - o Contribuer au développement d'outils de déplacements durables.
 - o Imaginer des alternatives aux modes de déplacements traditionnels.
- Optimiser le potentiel énergétique du patrimoine bâti.
 - o Outiller les projets de construction et de rénovation en amont et en aval.
 - o Promouvoir la création d'un réseau de bâtiments démonstrateurs.
- Accompagner les mutations économiques du tissu local.
 - o Favoriser son indépendance énergétique.
 - o Assurer sa compétitivité.

Bien que ces PCET soient élaborés à des échelles spatiales différentes, leurs orientations stratégiques et programmes d'actions reflètent une volonté commune qui vise à répondre aux enjeux du changement climatique par la mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation (visant à s'adapter aux conséquences prévisibles des évolutions climatiques) et d'atténuation (en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre).

A son échelle et dans les limites de son domaine d'intervention, le PLU de la commune de Montauriol s'empare des problématiques liées au climat et à l'énergie et apporte des réponses en matière d'adaptation et/ou

atténuation. La prise en compte des PCET est notamment assurée au niveau du PADD où les orientations générales sont en adéquation avec les ambitions portées par les différents PCET.

Certaines dispositions du PLU contribuent directement à la déclinaison locale de ces plans. On peut notamment citer les dispositions suivantes.

En matière d'urbanisation, il s'agit notamment de promouvoir une urbanisation plus performante sur le plan énergétique :

- D'une part, en s'orientant vers une urbanisation plus économe en espace en favorisant le développement au sein des zones déjà urbanisées, en limitant l'étalement urbain et en promouvant une densité plus élevée que par le passé au niveau de l'unique zone d'extension de l'urbanisation.
- D'autre part, en promouvant une meilleure performance énergétique au niveau des nouvelles constructions (conception bioclimatique et production d'énergie renouvelable encouragées à l'échelle de la construction).

En matière de mobilité, le PLU vise à améliorer l'accessibilité de la commune par les modes doux, notamment en développant les connexions douces entre le village et les quartiers environnants. La création d'un parking à l'entrée du village (Emplacement réservé n°2) et de trottoirs (Emplacement réservé n°1) participe à la mise en œuvre de cette politique.

Aussi, dans un souci d'économie d'énergie, la commune souhaite poursuivre son engagement qui consiste à diminuer l'éclairage public pendant la nuit.

Il est rappelé que le choix d'un développement communal modéré s'inscrit dans une volonté politique forte de préservation des ressources naturelles (eau, sol, énergie).

➔ *Le PLU prend en compte les PCET du Languedoc-Roussillon, des Pyrénées-Orientales et du Pays Pyrénées-Méditerranée et participe à leur mise en œuvre à l'échelle de la commune.*

2. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

2.1. Objectifs généraux et particuliers de la démarche.

Par sa délibération du 18 décembre 2014, le Conseil Municipal de la commune de Montauriol a prescrit la révision du POS en PLU et en a défini les objectifs généraux et particuliers poursuivis dans le cadre de cette procédure dans le respect des grands principes fondamentaux de l'urbanisme.

2.1.1. Objectifs généraux

Il s'agit :

- D'intégrer dans le document d'urbanisme les nouvelles dispositions réglementaires, notamment la loi SRU du 13 décembre 2000, la loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, la loi portant engagement national pour le logement du 13 juillet 2006, la loi de mobilisation pour le logement du 25 mars 2009 et la loi « Grenelle II » du 12 juillet 2010, la loi relative à la mobilisation du foncier et au renforcement des obligations de production de logement social du 18 janvier 2013.
- De définir un projet d'aménagement et de développement durables intégrant les besoins nouveaux, notamment en matière d'habitat, d'activités économiques et d'équipements.
- D'assurer la prise en compte et la mise en compatibilité du document d'urbanisme avec les autres réglementations et documents supra communaux.

2.1.2. Objectifs particuliers

Conformément, notamment aux articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, la commune souhaite :

- **Habitat et urbanisation**
 - Maîtriser la consommation des espaces agricoles/viticoles, naturels et forestiers;
 - Permettre à la collectivité de maîtriser quantitativement et qualitativement les formes de son développement urbain; rationaliser ce développement urbain en continuité avec l'existant;
 - Encourager la diversité de l'habitat, favoriser une offre plus équilibrée et diversifiée;
 - Identifier et tenir compte des éléments remarquables du patrimoine bâti et naturel;
 - Favoriser la qualité architecturale.
- **Agriculture**
 - Soutenir une activité agricole/viticole dynamique en préservant les espaces agricoles/viticoles majeurs.
- **Gestion durable des territoires**
 - Respecter les objectifs du développement durable;
 - Préserver et valoriser les éléments qui caractérisent le paysage communal et qui participent à la qualité du cadre de vie des habitants;
 - Préserver l'identité du village et de ses abords et du Hameau des Hostalets ;
 - Envisager un développement urbain adapté à la capacité des réseaux et aux coûts que la commune est prête à supporter pour leur amélioration et leur extension;
 - Renforcer la prise en compte de l'environnement et de la biodiversité.

Ces objectifs initiaux ont ensuite été retranscrits dans les orientations générales du PADD qui ont fait l'objet d'un débat au sein du Conseil Municipal réuni le 22 janvier 2016 conformément aux termes de l'article L153-12 du code de l'Urbanisme.

Par décision n°140380, en date du 21/12/2016, le Tribunal Administratif de Montpellier a annulé le SCOT de la plaine du Roussillon au regard de l'insuffisance des objectifs définis dans la délibération de prescription datant de 2006. Ce jugement fait suite à un recours déposé par la société Immobilière Casino. Il est important de préciser que cette annulation concerne uniquement un vice de forme et ne remet pas en cause le contenu du document qui a d'ailleurs été validé par le Tribunal Administratif puisque les différents recours déposés en ce sens ont été rejetés.

Cette décision juridique a engendré un remaniement de tous les documents composant le projet le PLU puisque que le SCOT est considéré comme n'ayant jamais existé ; toute référence au SCOT dans le projet de PLU a du être exclue. **Les orientations choisies par la commune dans le cadre de l'élaboration de son document d'urbanisme ne sont absolument pas remises en question et respectent les objectifs du développement durable énoncés à l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme**, notamment en matière de réduction de la consommation d'espace, de développement urbain maîtrisé, de renouvellement urbain, de protection des milieux naturels et des paysages...

Au vue de ces éléments et pour tenir compte des avis formulés par la population lors de la réunion publique, la Municipalité a souhaité préciser et finement territorialiser les objectifs initiaux assignés à la procédure de PLU :

- **Habitat et Urbanisation**

- Maîtriser la consommation des espaces agricoles/viticoles, naturels et forestiers en limitant notamment l'urbanisation du sarrat de las Planes ;
- Permettre à la collectivité de maîtriser quantitativement et qualitativement les formes de son développement urbain adaptées à son caractère rural qui historiquement est formé de veïnats ; rationaliser ce développement urbain en continuité avec l'existant ;
- Encourager la diversité de l'habitat, favoriser une offre plus équilibrée et diversifiée pour répondre aux différentes trajectoires résidentielles et attirer une population jeune et active ayant un emploi dans le bassin de vie des Aspres, tout en conservant le cadre de vie rural de la commune ;
- Identifier et tenir compte des éléments remarquables du patrimoine bâti et naturel en particulier autour du village ancien de Montauriol et du Hameau des Hostalets ;
- Favoriser la qualité architecturale en définissant des règles de constructibilité qui respectent au maximum la morphologie urbaine existante, notamment dans les veïnats ;
- Améliorer les connexions entre les quartiers, notamment les cheminements piétonniers dans les secteurs de développement.

- **Agriculture**

- Soutenir une activité agricole/viticole dynamique en préservant les espaces agricoles/viticoles majeurs en soutenant notamment l'élevage en vue de protéger le village des risques incendie ;

- **Gestion durable de territoire**

- Respecter les objectifs du développement durable en recherchant un équilibre entre habitat, agriculture, vie économique et protection des richesses patrimoniales et naturelles ;
- Préserver et valoriser les éléments qui caractérisent le paysage communal et qui participent à la qualité du cadre de vie des habitants en assurant notamment la préservation des espaces naturels et paysage de transition, secteur nord Cami Réal, Route du Fer.
- Préserver l'identité du village et de ses abords et du Hameau des Hostalets en conservant la forme de veïnat existante ;
- Envisager un développement urbain adapté à la capacité des réseaux et aux coûts que la commune est prête à supporter pour leur amélioration et leur extension ;

- Renforcer la prise en compte de l'environnement et de la biodiversité en permettant le recours aux énergies renouvelables et en luttant efficacement contre le risque incendie ;

Une fois remaniées, les orientations générales du PADD ont été débattues au sein du Conseil Municipal le 14 avril 2017 conformément aux termes de l'article L153-12 du code de l'Urbanisme.

En complément, les Orientations d'Aménagement et de Programmation viennent préciser les conditions d'aménagement des deux secteurs de développement de l'urbanisation identifiés. En complémentarité avec ces OAP, des dispositions réglementaires ont donné corps à la mise en œuvre du projet communal.

2.2. Choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables et les Orientations d'Aménagement et de Programmation

2.2.1. Les fondements de la démarche

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) est une pièce essentielle et obligatoire du Plan Local d'Urbanisme. Ce document, accessible à tous, doit exposer de manière simple et concise **l'expression du projet de territoire de la collectivité à l'horizon 2030** ; il constitue à ce titre la clef de voûte du PLU.

Sur la base des objectifs fixés dans la délibération du 18 décembre 2014 et des enjeux issus des différents diagnostics (socio-économique, architectural et paysager, agricole) et de l'état initial de l'environnement, les élus ont travaillé à la hiérarchisation des enjeux et ont réfléchi aux premières formulations des orientations à l'occasion d'un comité de pilotage organisé le 27 juillet 2015.

Par la suite, un atelier avec les élus, organisé le 10 octobre 2015, a permis de construire la trame du PADD.

Le projet de PADD a ensuite été rédigé à la fin de l'automne 2015 et a fait l'objet d'une présentation aux adjoints et aux conseillers municipaux dans la journée du 11 décembre 2015 puis aux Personnes Publiques Associées le 14 décembre 2015.

Les orientations générales du PADD ont été débattues en Conseil Municipal le 02 février 2016 puis le 14 avril 2017 (L153-12 du CU), suite aux modifications nécessitées par l'annulation du SCOT de la Plaine du Roussillon.

En parallèle à la rédaction du PADD, les travaux relatifs à l'élaboration des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été lancés et ont permis de traduire plus concrètement les choix retenus pour établir le PADD. Des réunions de travail ou des échanges spécifiques aux OAP ont été menés avec les services de l'état en présence d'agents des services « Planification » et « Ville durable » de la DDTM 66 ainsi que la paysagiste conseil de la DDTM. Le service voirie du Conseil Départemental a également été associé.

Ces réunions ont été l'occasion d'échanger sur les projets d'Orientation d'Aménagement et de Programmation et ainsi de préparer la phase de traduction réglementaire du PADD et la complémentarité entre les OAP et les dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du PADD.

2.2.2. Description du projet politique retenu : les grands choix retenus pour établir le PADD

Le « scénario » retenu pour bâtir le PADD du PLU de Montauriol s'articule autour de trois ambitions générales qui respectent les objectifs fondamentaux d'équilibre du L.101-1 et L.101-2 du code de l'Urbanisme :

- 1/ Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.**
- 2/ Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.**
- 3/ Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.**

Ces trois ambitions se déclinent ensuite en 14 grandes orientations complémentaires et cohérentes qui donnent corps à cette volonté politique qui inscrit le projet de territoire communal dans le développement durable. S'ajoute à cela un objectif chiffré de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain qui correspond à **une réduction d'environ 60% de la consommation d'espaces par rapport à la consommation enregistrée au cours des dix dernières années.**

Cette volonté se traduit d'abord par la maîtrise du développement démographique en se fixant comme objectif la production d'une vingtaine de logements supplémentaires à l'horizon 2030. Objectif démographique déterminé dans le respect du principe d'une gestion économe des espaces et dans la philosophie des travaux menés par le Syndicat Mixte du SCOT de la Plaine du Roussillon lors de l'élaboration de son Schéma de Cohérence Territoriale (approuvé le 13/11/2013 puis annulé par décision n°140380 du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 21/12/2016) basé sur un rééquilibrage de l'armature territoriale en maîtrisant les phénomènes de périurbanisation et en confortant le maillage territorial articulé autour du cœur d'agglomération et des pôles d'équilibre structurants tels que Thuir.

Cette production de logement sera satisfaite d'une part, par la reconquête progressive du tissu urbain existant et d'autre part, par l'identification de deux sites de développement situés dans le village, ce qui permettra de renforcer cette centralité. La volonté politique est de proposer une offre en logements permettant de satisfaire aux différents parcours résidentiels et adaptée au caractère rural de la commune. L'habitat individuel, accolé ou non selon les secteurs, sera prioritairement développé sur des parcelles de superficie moins élevée que par le passé, rompant ainsi avec les politiques urbaines passées très consommatrices d'espace. Ainsi, le premier secteur d'urbanisation identifié par la commune, à proximité de la mairie, devra accueillir des constructions plus denses, accolées, en lien avec le tissu urbain traditionnel constitué de veïnat. Ce secteur affiche des objectifs affirmés en matière de qualité architecturale et environnementale, et d'économie d'espace, tout comme le hameau des Hostalets, à forte valeur patrimoniale. Dans les autres secteurs, notamment dans les zones propices à des divisions foncières, l'urbanisation pourra être plus lâche afin de s'insérer harmonieusement au tissu urbain diffus déjà existant, tout en garantissant une bonne intégration paysagère.

En outre, la collectivité souhaite développer les lieux de « vivre ensemble » et les équipements de loisirs au sein du village et améliorer son accessibilité en modes doux. En parallèle, l'ambition communale est de développer les modes doux, d'améliorer l'offre de stationnement, en lien avec le projet de requalification des entrées du village.

Le dynamisme communal passe également par le soutien aux activités économiques, essentiellement agricoles, pourvoyeuses d'emplois localement, sous réserve qu'elles soient compatibles avec le caractère rural de la commune, la préservation des richesses paysagères et des ressources naturelles et qu'elles participent au maintien d'un cadre de vie de qualité pour la population communale.

D'autres enjeux et volontés concernant l'aménagement de l'espace territorial de Montauriol participent à garantir l'identité communale, en s'appuyant sur son caractère paysager et patrimonial. L'ambition communale est de préserver le caractère patrimonial et rural du village, matérialisée notamment par le hameau des Hostalets et les veïnats. Pour assurer cet objectif, une attention particulière devra être portée aux nouvelles opérations urbaines et aux réhabilitations de bâtiments traditionnels pour assurer leur intégration paysagère, tandis que les espaces publics devront être soignés. La richesse du patrimoine, bâti ou non, est également une préoccupation majeure des élus qui se traduit par l'identification d'éléments patrimoniaux ou paysagers à préserver.

Le projet communal s'inscrit dans une politique globale de sauvegarde des espaces présentant un intérêt écologique particulier et de préservation des continuités écologiques sur ce territoire de transition entre la plaine agricole roussillonnaise et le massif boisé des Aspres. Les choix retenus en matière d'urbanisation et plus largement en termes d'aménagement ont donc pour objectif général la protection de ces espaces naturels et agricoles et la lutte contre le risque incendie, ils témoignent de la volonté de élus de maintenir la vocation agricole de ces terres en évitant tout mitage susceptible de les dénaturer. Cette préservation participe également au maintien des cônes de vue emblématiques vers le village et les paysages environnants.

Le PADD traduit également la volonté politique de soutenir l'activité agricole par la préservation des ressources agricoles. Cela trouve écho dans la délimitation de secteurs d'urbanisation éloignés de l'espace agricole, le confortement de l'activité pastorale, la maîtrise de l'habitat diffus, des dispositions réglementaires spécifiques permettant de préserver la vocation agricole de certaines terres...

2.2.3. Les grands choix retenus pour établir les OAP et justification de leur cohérence avec les orientations du PADD

2.2.3.1. Orientations d'Aménagement et de programmation – Secteur 1

Le premier secteur d'Orientation d'Aménagement et de Programmation est situé au sein de l'espace pouvant constituer le centre de Montauriol, à proximité de la mairie et d'un « veïnat » représentatif de l'architecture traditionnelle du village. Son aménagement permettra de conforter ce secteur, actuellement trop peu identifiable en tant que centralité. Le site étant déjà équipé des réseaux et formant une dent creuse à l'intérieur du tissu urbain existant, il est identifié dans les zones urbaines du PLU.

La zone sera desservie par une voie unique prenant la forme d'une voie en impasse connectée au chemin vicinal n°2 de Céret à Thuir. Compte tenu de la topographie du site, le projet devra limiter les déblais et les remblais tout en permettant des pentes de voies admissibles inférieures à 10%. La voie en impasse débouchera sur une placette qui devra être traitée en tant qu'espace public, et non uniquement comme une aire de stationnement afin de créer un espace de convivialité. Les constructions s'articuleront autour de cette placette et de part et d'autres de la voirie, un espace public sera végétalisé et mis en valeur.

Conformément aux orientations du PADD, l'urbanisation du site devra être réalisée sous une forme relativement dense prévoyant un accolement des constructions, tant au niveau des limites séparatives qu'à la voirie. Un retrait de 5 mètres en limites séparatives avec la zone UB est imposé afin de respecter l'intimité du voisinage. Un équipement public pourra également être développé sur le secteur. L'implantation du bâti devra rappeler la constitution d'un veïnat, habitat traditionnel groupé, en lien avec le veïnat d'amont situé de l'autre côté du chemin vicinal. Cela permettra de renforcer l'image de centralité que la municipalité souhaite apporter à ce site qui à ce jour manque de lisibilité.

Afin d'intégrer le projet dans son environnement et de préserver les cônes de vue et la covisibilité avec l'église Saint-Saturnin, les faîtes des nouvelles constructions devront être situés à une altitude inférieure à celle du chemin vicinal augmentée d'un mètre.

La zone jouxte la rivière de Montauriol qui peut connaître une augmentation forte de son débit et des débordements lors d'épisodes pluvieux importants. Cette contrainte engendre un recul des constructions de 20 mètres à compter du lit de la rivière. Ce retrait permettra de créer un espace tampon entre les constructions et la ripisylve de la rivière qui est à préserver car elle participe à la trame verte et bleue du territoire communal.

Compte-tenu de ces éléments, ce secteur d'urbanisation permettra le développement d'une offre en logements qui s'insèrera en cohérence sur le site en respectant sa topographie et sa végétation. Pour limiter l'impact de l'écoulement des eaux pluviales et pour économiser la ressource en eau, il est préconisé de récupérer et de stocker les eaux pluviales de toiture en vue d'une réutilisation pour des usages non domestiques.

La zone devra être urbanisée dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble pour garantir la forme urbaine retenue dans le parti d'aménager ainsi que la cohérence des aménagements publics et la desserte unique depuis le chemin vicinal.

2.2.3.2. Orientations d'Aménagement et de programmation – Secteur 2

Le deuxième secteur d'Orientation d'Aménagement et de Programmation est situé à proximité de la Mairie, au-dessus de la RD2 qui traverse la centralité villageoise. Le secteur d'aménagement prend emprise sur trois parcelles en friches bordées par un ravin. Celui-ci peut connaître une augmentation forte de son débit et des débordements lors d'épisodes pluvieux importants. Cette contrainte engendre un recul des constructions de 15 mètres à compter du lit de la rivière.. Ce retrait permettra de créer un espace tampon entre les constructions et la ripisylve de la rivière qui est à préserver car elle participe à la trame verte et bleue du territoire communal.

La zone sera desservie par une voie nouvelle à créer qui sera connectée à la RD2. Dans le cadre de l'aménagement de la zone, l'ouvrage existant qui enjambe le ravin sera consolidé pour s'adapter aux flux générés par le projet, même minimes soient-ils. La voie de desserte du quartier, en impasse, mènera jusqu'à une placette autour de laquelle s'organiseront les constructions. Des cheminements piétonniers permettront d'accéder aux espaces naturels limitrophes et de rendre la zone accessible aux passages des véhicules de lutte contre l'incendie.

Pour s'insérer au mieux dans le tissu urbain alentour qui est lâche et pour conserver l'ambiance paysagère actuelle, le pourtour de la zone à urbaniser sera composé d'une trame verte, constituée par les jardins des habitations. Cela permettra de limiter la covisibilité avec les constructions existantes, de favoriser l'infiltration des eaux pluviales et de conforter le développement de la biodiversité. Les constructions devront présenter la forme d'un petit hameau et se fondre dans l'écrin de nature qui les entoure. Ainsi, une urbanisation plus dense sera produite tout en respectant le tissu urbain existant.

La zone devra être urbanisée dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble pour garantir la forme urbaine retenue dans le parti d'aménager ainsi que la cohérence des aménagements publics.



2.2.4. Tableau de cohérence des OAP avec les ambitions et les orientations du PADD

Ambitions PADD	Orientations PADD	Cohérence OAP-PADD
Ambition 1 : Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.	1. Promouvoir une évolution démographique maîtrisée et modérée dans le respect du principe de gestion économe de l'espace	➤ Les secteurs à urbaniser couverts par des OAP ont été déterminés à partir de l'objectif démographique de 45/60 habitants supplémentaires environ à l'horizon 2030 identifié dans le PADD (environ 10 logements dans les secteurs concernés par les OAP auxquels s'ajoute un potentiel de logements lié à une reconquête du tissu urbain existant – dents creuses, division parcellaire). Les partis d'aménagement retenus dans les OAP tiennent compte du tissu urbain existant : reconstitution d'une centralité relativement compacte de type « veïnat » dans secteur d'OAP n°1 et constructions plus lâches dans le secteur d'OAP n°2 afin de s'insérer harmonieusement dans le tissu urbain existant.
	2. Favoriser une diversité de logements pour répondre aux différents parcours résidentiels	➤ L'offre de logement proposée permettra de satisfaire aux différents parcours résidentiels. L'habitat individuel, accolé et non accolé selon les secteurs, se développera sur des parcelles de superficie plus modérée que par le passé et donc plus accessibles, notamment dans le secteur d'OAP n°1 où le parti d'aménagement retenu rappelle la forme urbaine patrimoniale des veïnats.
	3. Favoriser un développement urbain moins consommateur d'espace en préservant un mode de vie rural de qualité	➤ Pour répondre à l'objectif de réduction de la consommation d'espaces, les zones à urbaniser ont été fortement réduites et seuls deux sites à urbaniser ont été retenus (1AU et UAa). Le premier est localisé au sein du village et sa forme urbaine rappelant celle

		des traditionnels veïnats permettra de conforter la centralité villageoise. L'autre zone à urbaniser est située en continuité des dernières extensions urbaines, au sein d'un tissu urbain plus lâche. Les deux partis d'aménagement retenus présentent des formes urbaines plus denses que précédemment tout en restant adaptées au caractère rural et paysager de la commune. Ainsi le premier secteur d'OAP exigera des constructions à l'alignement des voies et accolées en limites séparatives, tandis que le second secteur présentera une forme urbaine moins dense où les constructions ne pourront être accolées aux limites parcellaires. Des espaces libres de toutes constructions, correspondant aux jardins des habitations, seront également prévus sur les pourtours de la zone afin de garantir un espace privatif suffisant entre les constructions, notamment celles déjà existantes. Cela permettra également de créer une transition entre les espaces urbanisés et les zones naturelles en particulier la ripisylve des cours d'eau.
	4. Permettre le maintien et le développement d'équipements, de services et d'activités économiques pour accueillir les populations dans de bonnes conditions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le renforcement de la centralité villageoise passe par l'urbanisation de ses dents creuses, objet de l'OAP n°1. Ainsi, au sein de ce nouveau quartier d'habitat, une placette sera aménagée pour former un espace de convivialité où pourront se retrouver les habitants. Un espace public sera également aménagé à l'entrée du quartier. ➤ La municipalité envisage également la réalisation d'un équipement public dans cette localité, dans une logique de confortement de la centralité. ➤ La création d'une liaison douce entre les espaces naturels et la zone à urbaniser viendra agrémenter le cadre de vie des habitants qui bénéficieront d'axes de promenade et d'un maillage piéton en cours de réalisation afin de sécuriser les déplacements en direction du village.
Ambition 2 : Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.	1. Préserver et valoriser les centres historiques villageois, garants de l'identité et de l'histoire du territoire communal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entité villageoise sera renforcée par la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble (OAP n°1). Le parti d'aménagement et les dispositions réglementaires de ce secteur permettront de reconstituer un tissu urbain patrimonial caractéristique des veïnats. ➤ Dans ce même secteur, les constructions devront respecter une certaine hauteur pour préserver les vues depuis le veïnat voisin. ➤ Une attention particulière devra être portée aux constructions nouvelles afin qu'elles s'insèrent de manière harmonieuse au tissu urbain existant, pour cela un nuancier de couleur a été défini et certaines formes urbaines sont proscrites (toits terrasses par exemple).
	2. Garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le parti d'aménagement du secteur OAP n°1, situé dans le village, prévoit la réalisation de forme urbaine plus compacte (maisons groupées et alignées à la voie), en cohérence avec le tissu urbain patrimonial dans lequel il s'insère.

		<ul style="list-style-type: none"> ➤ Une attention particulière devra être portée aux constructions nouvelles pour qu'elles s'insèrent de manière harmonieuse au tissu urbain existant, pour cela un nuancier de couleur a été défini et certaines formes urbaines sont proscrites (toits terrasses par exemple), d'autant plus qu'elles sont situées dans le périmètre de 500 mètres de l'Eglise Saint-Saturnin, classée Monument Historique. ➤ La transition avec les espaces naturels sera assurée par le maintien d'une bande paysagée dans les fonds de parcelle. Dans cette optique, les constructions devront respecter un certain retrait par rapport aux limites de la zone. ➤ L'orientation des faîtages devra être parallèle aux courbes de niveaux.
	3. Permettre une meilleure performance environnementale et énergétique des zones urbaines et des constructions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les surfaces imperméabilisées devront être minimisées : retrait des constructions pour garantir des aménagements perméables en fonds de parcelle afin de drainer les eaux pluviales, superficie de voirie limitée, récupération des eaux pluviales de toiture préconisée... ➤ Réduction des zones à urbaniser et mise en œuvre d'une densité plus importante. ➤ Des espaces de nature libres de toute construction permettront de minimiser l'impact de l'urbanisation en gérant les eaux de pluie, d'assurer un confort thermique et de conforter le développement de la biodiversité.
	4. Soigner les espaces de transition et faciliter les liens entre les différents espaces du territoire communal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les fonds de parcelles seront constitués d'espaces libres de toute construction qui seront entretenus grâce aux obligations en matière de débroussaillage. ➤ Des cheminements piétonniers permettront de créer une connexion entre la zone à urbaniser et la zone naturelle. ➤ Le renforcement de la centralité villageoise par la création d'un nouveau quartier d'habitat et d'équipement public favorisera les échanges entre les différents espaces du territoire.
Ambition 3 : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.	1. Préserver l'espace pour protéger les activités, le paysage et le cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les secteurs à urbaniser n'impactent pas la zone agricole. Il s'agit d'anciennes zones NA du POS. Les nombreuses autres zones NA du POS ont été déclassées ou réduites au bénéfice d'un classement en zone A ou N dans le projet de PLU. ➤ La transition avec les espaces naturels sera assurée par des espaces libres de toute construction en fond de parcelle. Dans cette optique, les constructions devront respecter un certain retrait par rapport à la limite de la zone (15 mètres de retrait dans la zone 1AU et 20 m de retrait par rapport au lit des cours d'eau).
	2. Accompagner l'activité agricole, pastorale et forestière, et permettre le renouvellement des sites des	Sans objet – ne concerne pas le périmètre de l'OAP.

	anciennes carrières, pour soutenir l'économie locale	
	3. Renforcer l'attractivité touristique de la commune en s'appuyant sur ses atouts environnementaux et patrimoniaux	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partis d'aménagement retenus participent au maintien d'un cadre de vie de qualité : formes urbaines des constructions nouvelles en lien avec l'existant et adaptés aux sites sur lesquels elles s'insèrent (habitat groupé dans la centralité villageoise et habitat plus lâche dans la zone d'habitat diffus), aménagement d'espaces de transition et d'espaces publics (placette, espaces verts), création de liaisons douces. ➤ La hauteur des constructions est limitée et tient compte des éléments naturels et bâtis existants pour préserver les cônes de vue.
	4. Se protéger contre les risques naturels	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Etant donné la topographie du site sur lequel se localise l'OAP n°2, une surface en pleine terre et un retrait des constructions sont imposés pour garantir des surfaces perméables et ainsi éviter des ravinements et l'évacuation des eaux pluviales sur les parcelles en contrebas. ➤ Dans les deux sites d'OAP, des retraits par rapport au lit du ravin (15 mètres) et de la rivière (20 mètres) sont imposés. ➤ La commune de Montauriol étant fortement concernée par le risque incendie, le cheminement piétonnier en direction de la zone naturelle sera accessible aux véhicules de lutte contre l'incendie.
	5. Préserver la fonctionnalité écologique du territoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Afin de préserver la ripisylve des cours d'eau, les constructions devront respecter un retrait de 15 ou 20 mètres à compter du lit des cours d'eau. ➤ Les surfaces imperméabilisées devront être minimisées (aménagements perméables, superficie de voirie limitée, récupération des eaux pluviales de toiture...). ➤ Des espaces de nature libres de toute construction permettront de minimiser l'impact de l'urbanisation en gérant les eaux de pluie et de conforter le développement de la biodiversité.
	6. Réduire les déchets ménagers, limiter les nuisances et les pollutions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La collecte des déchets s'effectue par apport volontaire dans des bacs collectifs répartis sur le territoire communal.

2.3. Explications et justifications des choix retenus pour établir le règlement et nécessité des dispositions édictées

2.3.1. Découpage et règlementation des zones

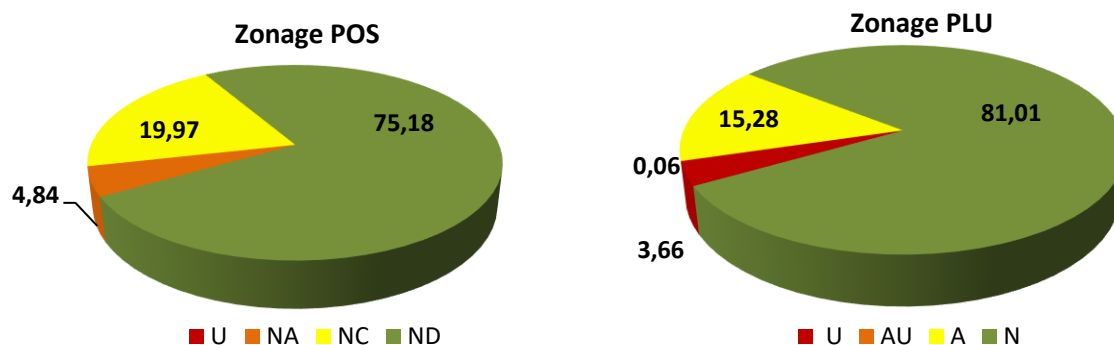
2.3.1.1. Evolution de la division du territoire du POS vers le PLU

Le PLU divise le territoire communal en zones **Urbaine** (U), **À Urbaniser** (AU), **Agricole** (A) et **Naturelle** (N). Le règlement graphique du PLU se base sur l'héritage du zonage du POS, réactualisé et redécoupé pour mieux tenir compte du tissu urbain existant. Cette partie développe à la fois l'historique des redécoupages faits au regard du POS, et apporte la justification des zonages inscrits dans le PLU.

Zone POS	Vocation de la zone	Surface (ha)
NAa	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 2000m ²	2,59
NAb	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 2500m ²	6,79
NAc	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 3000m ²	10,51
NAd	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 3500m ²	8,42
NAe	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 4000m ²	6,6
NAf	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 4500m ²	10,88
NAg	Zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu superficie minimum des lots : 6500m ²	9,08
NC	Zone à protéger en raison de la valeur agricole des terrains	194,08
NCa	Zones d'exploitation de carrières de schistes	32,13
ND	Zones de préservation des sites et de la qualité des espaces naturels	851,59
Total		1 132,67

Les zones du POS.

POS			PLU			Evolution POS -> PLU
Zone	surface		Zone	surface		
	ha	%		ha	%	
U	0,00	0,00%	U	41,38	3,66	41,38
NA	54,87	4,84%	AU	0,65	0,06	-54,22
NC	226,21	19,97%	A	172,83	15,28	-53,38
ND	851,59	75,18%	N	916,44	81,01	64,86
Total	1132,67	100%	Total	1131,31	100%	+1,36 ha



Evolution des surfaces des zones entre le POS et le PLU.

NB : Concernant la surface du territoire communal, il est enregistré une différence de près d'un hectare entre le zonage du POS et le zonage du PLU. Celle-ci s'explique par l'utilisation de référentiels cadastraux différents (PLU : PCI vecteur 2015). Ce delta concerne principalement des espaces localisés sur le pourtour du territoire communal, classés en zone Naturelle ou Agricole au POS et au PLU.

Zone PLU	Surface		
	ha	%	%
UA	3,68	0,32	3,65
UAa	0,46	0,04	
UB	21,03	1,86	
UC	13,17	1,16	
UCr	3,04	0,27	
AU	0,65	0,06	0,06
A	162,41	14,36	15,28
Ap	10,42	0,92	
N	916,44	81,01	81,01
Total	1131,31	100	100

Les zones du PLU

Globalement, **les surfaces classées en zone Agricole ou Naturelle restent largement majoritaires** (96,3% de la superficie communale) **et progressent au détriment des surfaces classées en zone A Urbaniser** (bénéfice de 1,15 hectares).

De plus, les principales évolutions de zonage liées au passage du POS en PLU concernent :

- **La création d'une zone Urbaine** ; la délimitation de la zone Urbaine du PLU correspond au tissu urbanisé actuel desservi par les réseaux. L'ancien POS ne prévoyait pas de zones urbaines, les secteurs urbanisés étaient classés en zone NA (zone d'urbanisation aérée de constructions en ordre discontinu). La zone U correspond donc à la régularisation d'espaces aujourd'hui urbanisés et classés antérieurement au POS en zone NA.
- **la réduction des zones urbanisables** ; outre les disponibilités foncières mobilisables au sein du tissu urbain actuel (en zone U), les espaces urbanisables dans les années à venir se limitent à 0,65 hectare situé en zone A Urbaniser au PLU (zone AU). Cette nette réduction (12,84 ha) des possibilités d'extension de l'urbanisation est essentiellement liée au déclassement en zone Naturelle ou Agricole au PLU de surfaces classées au POS en zone NA pour pouvoir répondre au principe de réduction de la consommation d'espace.

2.3.1.2. Justifications de la division mise en œuvre dans le PLU : division du territoire et éléments de justification du plan de zonage retenu

➤ Les zones urbaines (U)

Le cadre réglementaire des zones urbaines est défini à l'article R.151-18 du Code de l'Urbanisme : « Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

Les parties urbanisées et suffisamment équipées de la commune ont donc été classées en zone Urbaine. Celle-ci est **divisée en différentes zones et parfois en secteurs, en fonction de la morphologie du tissu urbain, des fonctions et des ambitions de préservation ou d'évolution** de ce tissu souhaitées par la municipalité.

Le zonage du PLU de la commune de Montauriol comprend trois zones Urbaines qui représentent 41,38 hectares soit 3,66% de la surface du territoire communal.

La zone UA



Superficie de la zone Urbaine UA du PLU	4,14 ha
dont le secteur UAa	0,46 ha
Principales anciennes zones du POS	NA

La zone Urbaine UA représente 4,14 hectares soit 0,36% de la surface du territoire communal et correspond à d'anciennes zones NA puisque le zonage du POS a la particularité de ne pas identifier de zones U, en raison du caractère aéré du territoire.

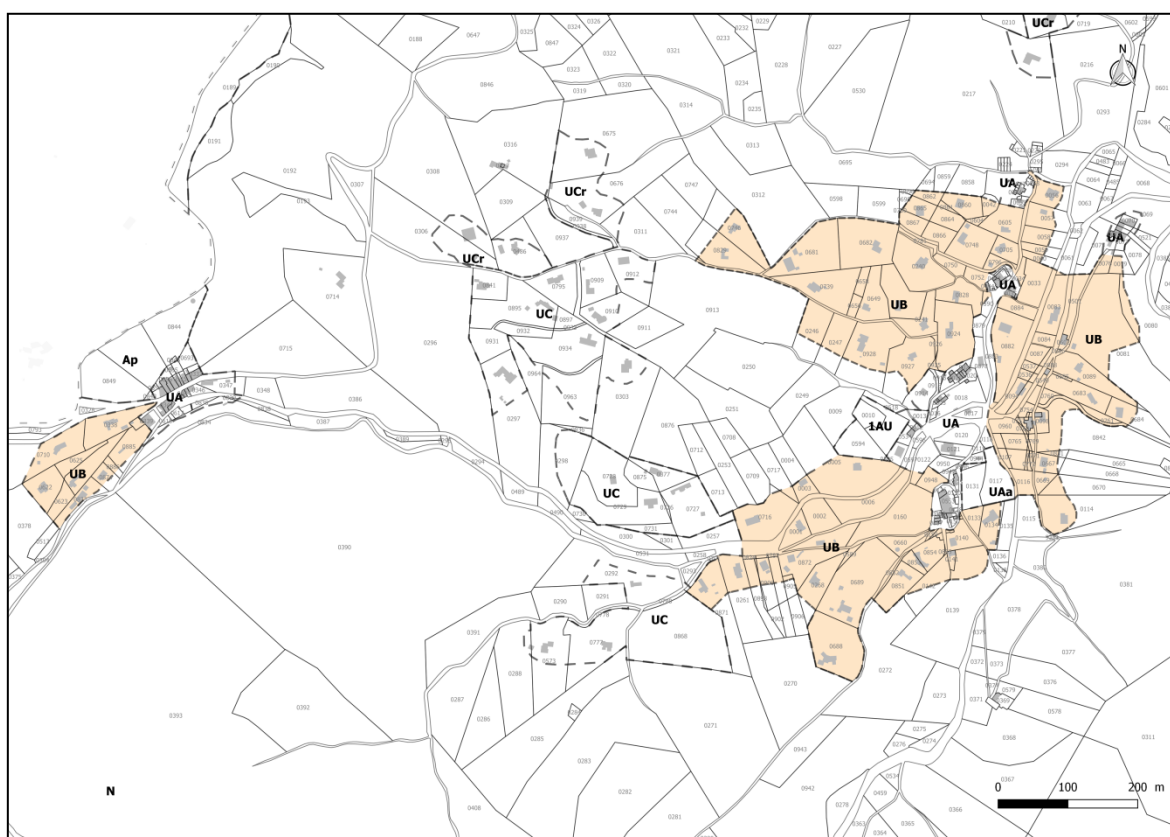
La zone UA abrite les premières constructions de la commune qui se sont établies dans le hameau des Hostalets ainsi que l'entité villageoise matérialisée par la mairie et l'espace public attenant. La zone UA englobe également les veïnats, forme urbaine traditionnelle constituée par un regroupement d'habitations mitoyennes.

Cette zone est desservie par des voies publiques et par les réseaux d'eau et d'électricité mais le réseau d'assainissement collectif n'est pas présent dans la commune. Les constructions sont donc équipées d'un système d'assainissement autonome (projet de réalisation d'une micro-station d'épuration connectée au hameau des Hostalets).

Bien que l'habitat soit relativement diffus dans cette localité, du fait d'un héritage historique et patrimonial constitué d'habitat épars, la zone UA comprend des constructions généralement accolées et parfois regroupées au sein de veïnats.

Au sein de cette zone a été délimité **un secteur UAa** correspondant à une dent creuse sur laquelle est prévu un projet d'aménagement d'ensemble. Ce secteur fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP n°1). Des dispositions particulières y sont prévues pour garantir une bonne insertion paysagère de l'opération. L'objectif est de reconstituer un tissu urbain plutôt dense et regroupé, rappelant celui des veïnats, et de maintenir les cônes de vue existants depuis les habitations voisines. Pour ce faire, le secteur UAa est régi par des dispositions règlementaires spécifiques.

La zone UB



Superficie de la zone urbaine UB du PLU	21,03 ha
Principales anciennes zones du POS	NA

La zone Urbaine UB représente 21,03 hectares soit 1,86% de la surface du territoire communal.

Elle correspond à une partie des anciennes zones NA du POS qui ont été réduites au profit de la zone naturelle et abrite des habitations plus ou moins récentes qui se sont développées en continuité de la centralité villageoise. Elle est marquée par un tissu urbain lâche et peu dense car les constructions ont été édifiées sur de très grandes parcelles conformément aux dispositions du règlement du POS qui exigeaient une superficie minimale très importante construire (3000 à 6500 m² selon les secteurs NA du POS). La zone présente donc un tissu urbain aéré au sein duquel quelques capacités d'urbanisation sont encore présentes par comblement de dent creuse ou par division parcellaire.

Cette zone est desservie par des voies publiques et par les réseaux d'eau et d'électricité mais le réseau d'assainissement collectif n'est pas présent dans la commune. Les constructions sont donc équipées d'un système d'assainissement autonome.

La zone UC



Superficie de la zone urbaine UC du PLU	16,21 ha
<i>dont le secteur UCr</i>	<i>3,04 ha</i>
Principales anciennes zones du POS	NA

La zone Urbaine UC représente 16,21 hectares soit 1,43% de la surface du territoire communal. Elle est basée pour partie sur les anciennes zones NA du plan de zonage du POS qui ont été réduites au profit de la zone naturelle. Cette zone UC correspond à des zones d'habitat diffus, où se sont développées les constructions les plus récentes de la commune. Elle est marquée par un tissu urbain très lâche et peu dense puisque l'ancien POS prévoyait des surfaces minimales constructibles très importantes (3000 à 6500 m² selon les secteurs du POS). La zone UC est desservie par des voies publiques et par les réseaux d'eau et d'électricité mais le réseau d'assainissement collectif n'est pas présent dans la commune. Les constructions sont donc équipées d'un système d'assainissement autonome, comme sur l'ensemble du territoire communal.

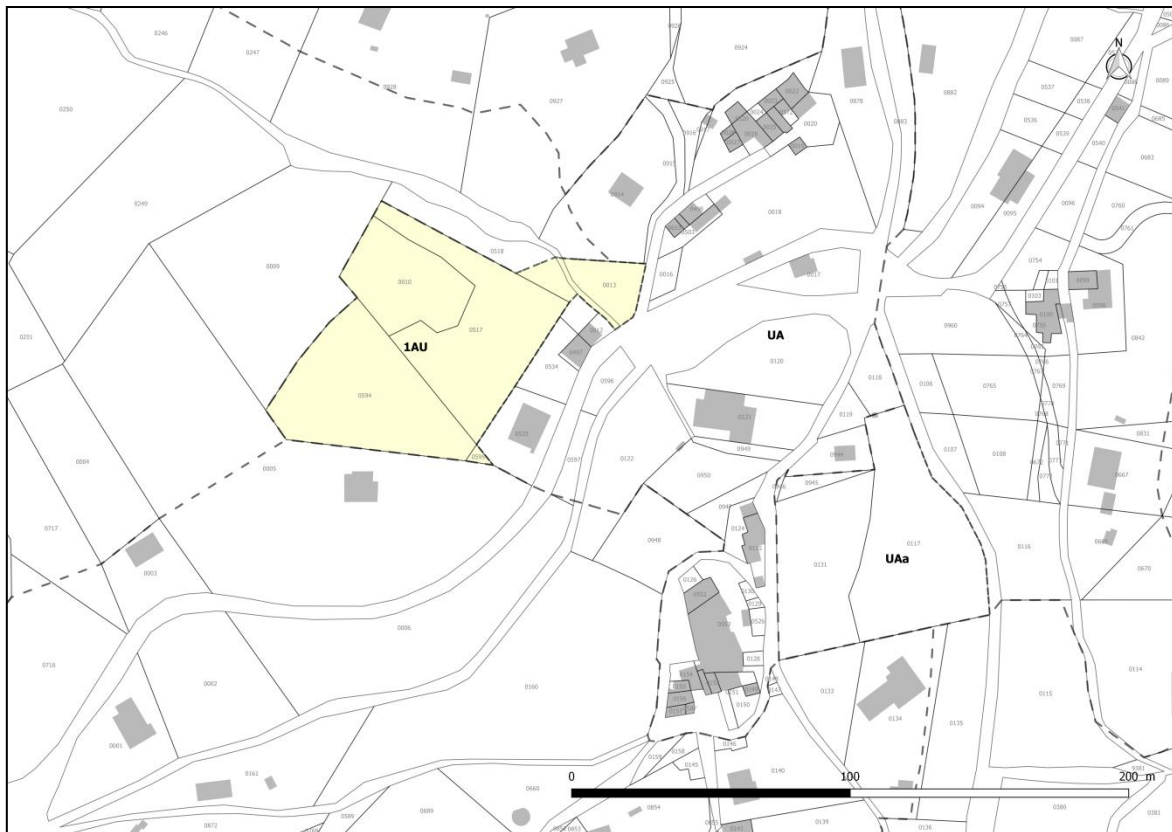
Lors de la définition du zonage, les délimitations de la zone ont été établies, non pas sur les limites parcellaires, mais au plus près des habitations existantes, ce qui a pour conséquence de limiter les possibilités de division parcellaire. L'objectif de ce tracé est d'une part de limiter l'enveloppe urbaine pour répondre au principe de réduction de la consommation d'espace et d'autre part, de limiter les capacités d'urbanisation de ces zones isolées de la centralité villageoise et peu propices à une densification (topographie, accès et ressources limités). La zone présente tout de même quelques possibilités d'urbanisation par comblement de dent creuse ou par division parcellaire. Les nouvelles constructions devront respecter des dispositions réglementaires spécifiques en matière d'implantation qui sont adaptées au tissu bâti de la zone afin que les constructions s'y insèrent harmonieusement, dans le respect des habitations existantes, notamment en matière d'implantation des constructions.

La zone UC comprend des secteurs urbanisés ayant perdu leur caractère naturel, nommés UC_r, faisant tampon entre la zone naturelle ou agricole et la zone UC mais dont les équipements présents pourraient difficilement supporter de trop nombreuses habitations supplémentaires. Certains de ces secteurs constituent des zones de mitage et d'étalement urbain qu'il convient de maîtriser afin de protéger les espaces naturels et agricoles limitrophes mais aussi pour des raisons liées à la préservation de la qualité des paysages et à la rationalisation des investissements publics en matière d'équipements. Par ailleurs, ces secteurs UC_r sont particulièrement exposés au risque incendie. Pour ces différentes raisons, il convient d'encadrer l'urbanisation de ces secteurs et de limiter leur densification grâce à des dispositions réglementaires spécifiques.

- **La zone à Urbaniser (1AU)**

Les zones à urbaniser sont réglementées par l'article R.151-20 du code de l'Urbanisme qui stipule :

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone. »



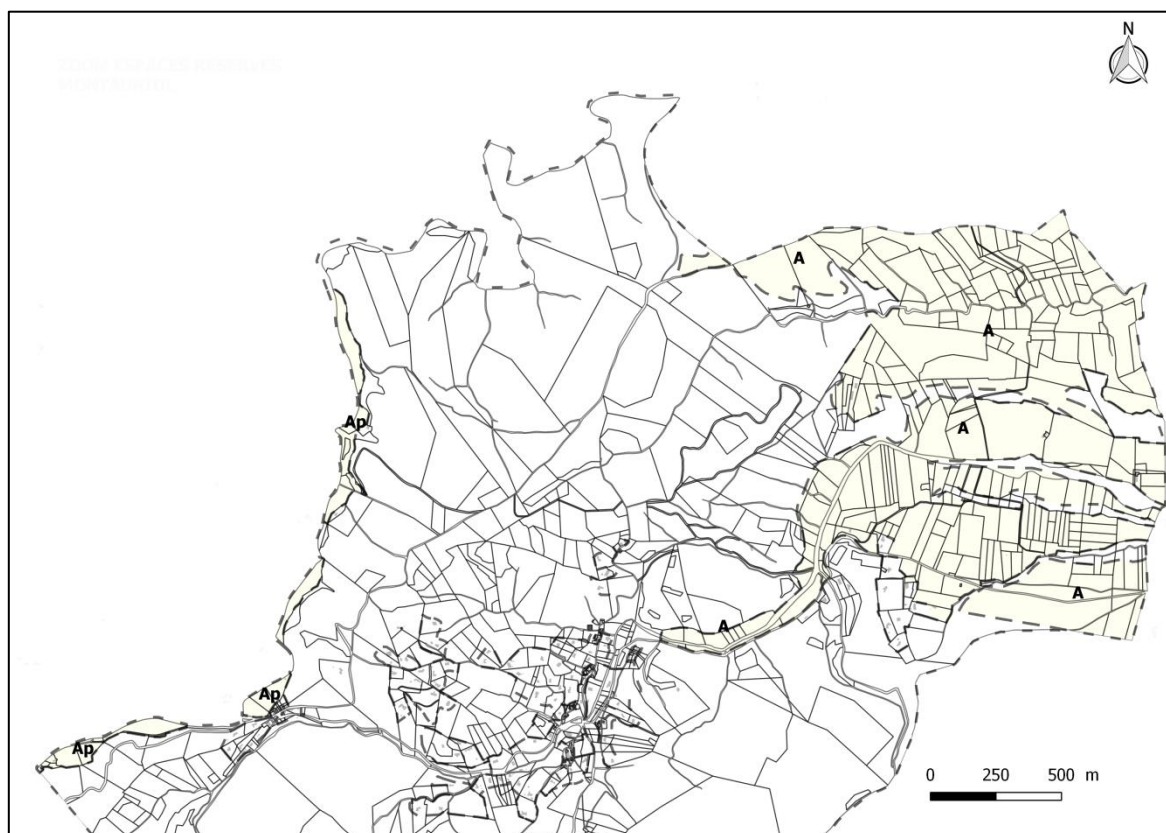
Superficie de la zone à Urbaniser du PLU	0,65 ha
Ancienne zone du POS	NAf

Le projet de PLU de la commune de Montauriol identifie une unique zone à urbaniser d’une superficie de 6 500 m². Cette zone 1AU est ouverte immédiatement à l’urbanisation dès l’approbation du PLU et fait l’objet d’Orientation d’Aménagement et de Programmation. Son périmètre correspond à l’ancienne zone NAF du POS, qui comme les autres zones NA, a été nettement réduite au profit de la zone naturelle. Les dispositions réglementaires de ce POS exigeaient une superficie minimale de 4500 m² pour construire, ce qui allait à l’encontre du principe de modération de la consommation d’espaces. C’est pour cette raison que les zones NA du POS ont été diminuées dans le projet de PLU.

La zone 1AU est située en continuité de la centralité villageoise, sur un talus en friche et boisé qui surplombe la RD2. Afin d’insérer harmonieusement les constructions dans leur environnement et de limiter leur impact paysager, le schéma d’Orientation d’Aménagement et de Programmation prévoit des espaces tampons sur les pourtours de la zone à urbaniser dans le but de générer une transition progressive entre la zone naturelle, le tissu urbain aéré environnant et le futur secteur de développement. Pour parfaire son intégration paysagère, outre le respect d’un nuancier et une limitation en termes de hauteur, les faîtes des constructions devront être parallèles aux courbes de niveaux.

- **La zone Agricole (A)**

L'article R.151-22 précise que : « Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles ».



Superficie de la zone Agricole du PLU	172,83 ha
dont le secteur Ap	10,42 ha
Principales anciennes zones du POS	NC, NA

La zone Agricole du PLU représente 172,83 ha soit 15,28% de la surface du territoire communal. Sur ces 172,83 ha de zones agricoles, 162,41 ha sont soumis au régime classique de la zone agricole défini par le Code de l'Urbanisme à l'article R.151-23 :

« Peuvent être autorisées, en zone A,

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci ».

En outre, la municipalité a choisi, comme permis par le code de l'Urbanisme, articles L.151-11 et L.151-12 d'autoriser :

- « Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- que les bâtiments d'habitation existants puissent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. »

La zone Agricole est principalement basée sur la zone NC du plan de zonage du POS. Celle-ci comprenait trois secteurs NCa correspondant à des zones de protection des richesses naturelles dans lesquelles se sont développées des carrières aujourd'hui inexploitées. Dans le projet de PLU, la délimitation de la zone agricole a exclu ces secteurs car ils n'ont pas de vocation agricole et ne présentent pas de potentiel agronomique. Le déclassement de ces secteurs en zone naturelle explique la réduction de la zone agricole dans le projet de PLU (-23,6%).

La zone agricole située à l'ouest de la commune est parcourue par plusieurs ravins bordés d'une ripisylve plus ou moins importante. Des boisements et des prairies ponctuent également l'entité agricole. Ces éléments, constitutifs de la trame verte communale, ont été classés en zone naturelle dans le projet de PLU, cela contribue également à la réduction des surfaces agricoles car ces espaces étaient autrefois classés en zone NC dans le zonage du POS.

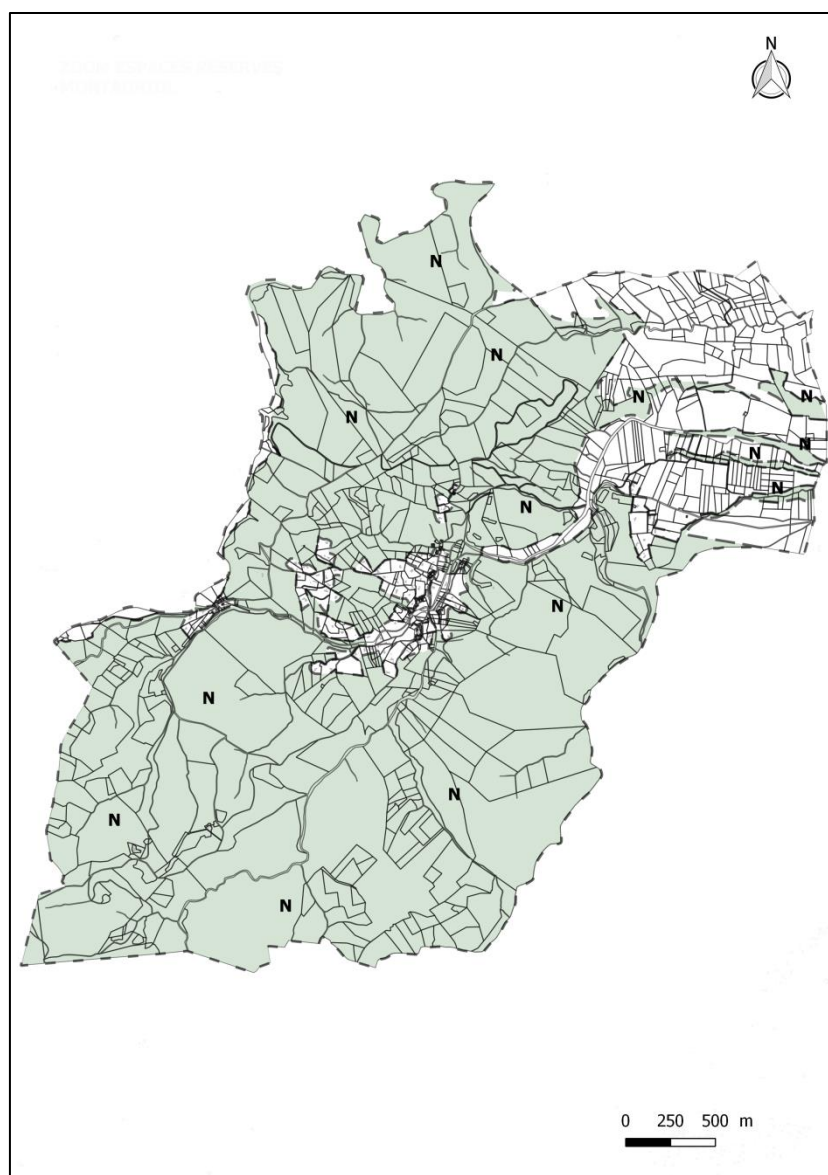
La zone agricole comprend un **secteur Ap** à l'est du territoire, en limite communale de Caixas. Il s'étend sur 10,4 hectares soit 6% de la zone Agricole et 0,9% de la surface du territoire communal. Les parcelles concernées sont situées sur des plateaux ou des fonds de vallées ce qui les rend particulièrement visibles. La définition de ce secteur est justifiée par le fort intérêt paysager des espaces agricoles qu'il abrite. Ces espaces sont perceptibles depuis plusieurs points de vue : depuis le hameau des Hostalets, depuis la commune de Caixas et depuis la Route départementale n°2. De plus, certains de ces espaces jouxtent des éléments patrimoniaux identifiées dans le PLU qu'il convient de protéger (Chapelle Saint-Amans, Mas patrimonial).

Ce secteur Ap fait donc l'objet d'une protection stricte qui se traduit par un durcissement du règlement et une limitation des possibilités de construction (seuls les équipements collectifs sont autorisés sous conditions). Les dispositions réglementaires mises en œuvre sur ce secteur contribuent donc au maintien et au développement l'activité agricole en garantissant de façon pérenne la vocation agricole de ces terres à forte valeur paysagère.

• La zone Naturelle (N)

L'article R.151-24 du code de l'Urbanisme précise que : « *Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

- 1° *Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- 2° *Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- 3° *Soit de leur caractère d'espaces naturels ;*
- 4° *Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;*
- 5° *Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues ».*



Superficie de la zone Naturelle du PLU	916,44 ha
Principales anciennes zones du POS (hors recalage de limites et ajustements à la marge)	ND, NA

La zone Naturelle représente 916,44 ha, soit 81,01% de la surface du territoire communal.

Elle est principalement basée sur la zone ND du POS. L'augmentation de la zone naturelle au plan de zonage du PLU s'explique par un basculement en zone naturelle de certains espaces classés autrefois en zone agricole au plan de zonage du POS. En effet, les secteurs occupés par des carrières aujourd'hui inexploitées ainsi que les éléments de la trame verte situés au sein de la zone agricole ont été reclassés en zone naturelle au PLU, d'une part afin de redonner de la lisibilité aux espaces naturels et agricoles et d'autre part afin de garantir la vocation agricole pérenne des espaces.

Au sein de la zone naturelle, les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs sont autorisées dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Les abris légers pour la protection des animaux sont également autorisés.

2.3.2. Justifications des dispositions réglementaires mises en œuvre dans le PLU

Le règlement est la traduction réglementaire du projet communal (PADD), en complémentarité et en cohérence avec l'OAP. Les dispositions édictées s'imposent aux différents pétitionnaires, notamment à travers l'instruction des demandes des autorisations de droit du sol.

Le règlement du PLU est composé d'une partie graphique et d'une partie écrite. Le règlement écrit correspond à la matérialisation des objectifs poursuivis, en fonction du découpage du zonage, tel qu'explicité ci-avant.

2.3.2.1. Justification des dispositions générales

Les dispositions générales participent à clarifier le règlement du PLU notamment au regard des dispositions générales du POS.

Elles sont composées de neuf chapitres, intitulés et composés comme suit :

- Le champ d'application territorial du PLU, qui rappelle, conformément aux dispositions de la loi SRU, que le règlement du PLU s'applique sur l'ensemble du territoire communal ;
- La portée du règlement à l'égard d'autres législations relatives à l'occupation des sols, rappelant que d'autres dispositions s'imposent au PLU et donc à son règlement, notamment les autres législations ainsi que les Servitudes d'Utilité Publique ;
- La division du territoire en zones aborde la délimitation des zones reportées au plan de zonage ;
- Les principes généraux d'aspect extérieur des constructions et adaptations mineures évoquent la philosophie générale en matière d'intégration des constructions dans leur environnement et la possibilité d'avoir recours à des adaptations mineures dans certains cas ;
- Le nuancier, où sont indiquées les couleurs à privilégier au niveau des façades, menuiseries, encadrements de baies, soubassements et garde-corps.
- Les éléments et secteurs protégés au titre des articles L.151-19 du code de l'Urbanisme, partie qui liste l'ensemble des éléments qui bénéficient d'une protection et qui détaille les mesures associées à chaque élément par fiche ;
- Les dispositions applicables à certains travaux, où figure notamment la liste des Emplacements Réservés. Cette partie aborde la thématique de la reconstruction d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans ;
- La partie sur les risques naturels, notamment le risque feux de forêt qui rappelle les obligations en matière de débroussaillage ;
- La composition du règlement des zones, partie venant détailler le plan suivi par le règlement au niveau des dispositions applicables à chaque zone. Elle permet de constater le choix opéré en faveur de la nouvelle armature du règlement des PLU. En effet, le règlement a été profondément restructuré (3 chapitres au lieu des 13 articles des PLU antérieurs). La structure de base du règlement du PLU est la suivante :

Chapitre I. Usage des sols et destination des constructions

Interdiction et limitation de certains usages et affectations des sols, constructions et activités

Chapitre II. Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Volumétrie et implantation des constructions

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâti et abords des constructions

Stationnement

Chapitre III. Equipements et réseaux

Desserte par les voies publiques ou privées

Desserte par les réseaux

2.3.2.2. *Nécessité des dispositions spécifiques écrites vis-à-vis de la mise en œuvre du PADD*

Les dispositions spécifiques sont les dispositions réglementaires définies en fonction des divisions du territoire communal, visibles au sein du règlement graphique (plan de zonage). Cette division en zones et secteurs a été réalisée en cohérence avec le projet développé dans le PADD par la commune et dans l'optique de simplifier le zonage et le règlement.

La partie réglementaire du PLU s'inscrit en cohérence avec les orientations développées au sein du PADD (voir ci-après), en participant à leur déclinaison territoriale concrète. Les règles développées distinguent certaines parties du territoire en zones ou en secteurs, en fonction des ambitions communales pour ces derniers.

AMBITION 1 : Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements

- ORIENTATION 1 - Promouvoir une évolution démographique maîtrisée et modérée dans le respect du principe de gestion économe de l'espace
- ORIENTATION 2 - Favoriser une diversité de logements pour répondre aux différents parcours résidentiels
- ORIENTATION 3 - Favoriser un développement urbain moins consommateur d'espace en préservant un mode de vie rural de qualité
- ORIENTATION 4 - Permettre le maintien et le développement d'équipements, de services et d'activités économiques pour accueillir les populations dans de bonnes conditions

AMBITION 2 : Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement

- ORIENTATION 1 - Préserver et valoriser les centres historiques villageois, garant de l'identité et de l'histoire du territoire communal
- ORIENTATION 2 - Garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines
- ORIENTATION 3 - Permettre une meilleure performance environnementale et énergétique des zones urbaines et des constructions
- ORIENTATION 4 - Soigner les espaces de transition et faciliter les liens entre les différents espaces du territoire communal

AMBITION 3 : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées

- ORIENTATION 1 - Préserver l'espace pour protéger les activités, le paysage et le cadre de vie
- ORIENTATION 2 - Accompagner l'activité agricole, pastorale et forestière, et permettre le renouvellement des sites des anciennes carrières, pour soutenir l'économie locale
- ORIENTATION 3 - Renforcer l'attractivité touristique de la commune en s'appuyant sur ses atouts environnementaux et patrimoniaux
- ORIENTATION 4 - Se protéger contre les risques naturels
- ORIENTATION 5 - Préserver la fonctionnalité écologique du territoire
- ORIENTATION 6 - Réduire les déchets ménagers, limiter les nuisances et les pollutions

Rappel des ambitions et des orientations du PADD.

Ambitions PADD	Orientations PADD	Principale traduction réglementaire	Justifications
Ambition 1 : Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.	1. Promouvoir une évolution démographique maîtrisée et modérée dans le respect du principe de gestion économe de l'espace	Dispositions réglementaires des zones U et 1AU	<p>➤ La commune a fait le choix de s'orienter vers une croissance démographique modérée, dans le respect de son cadre de vie rural et en respect des principes d'une gestion économe de l'espace conformément aux évolutions législatives. L'enveloppe foncière dédiée à la zone à urbaniser représente près de 0,65 ha soit 0,06% du territoire.</p> <p>➤ Les dispositions réglementaires de la zone UA permettent aux constructions de s'implanter en limites séparatives latérales. Cela est imposé dans le secteur UAa.</p> <p>➤ Afin de maîtriser le potentiel de densification des zones UC qui ne sont pas adaptées à recevoir un trop grand nombre de constructions supplémentaires, en raison de leur accès et de leur faible desserte par les réseaux, et pour certaines du risque incendie, les dispositions réglementaires imposent d'importants retraits en limite séparative latérale.</p>
	2. Favoriser une diversité de logements pour répondre aux différents parcours résidentiels	Dispositions réglementaires des zones U et 1AU.	<p>➤ Les dispositions réglementaires de la zone UA permettent de réaliser des constructions accolées sur 2 ou 3 faces ou bien des pavillons individuels sur 4 faces. Les autres zones U et 1AU permettent de réaliser uniquement des constructions 4 faces. Elles pourront s'établir dans la zone à urbaniser ou dans les zones U dans le cadre d'opération de renouvellement urbain (densification permise hors zone à risque, urbanisation de dents creuses).</p> <p>➤ La commune souhaite proposer une offre de logements plus diversifiée et davantage accessible aux ménages en proposant des parcelles urbanisables de taille inférieure à celle imposée par le passé.</p>

<p style="text-align: center;">Ambition 1 :</p> <p style="text-align: center;">Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.</p>	<p>3. Favoriser un développement urbain moins consommateur d'espace en préservant un mode de vie rural de qualité</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dispositions relatives à la taille minimale des parcelles ont été supprimées. Ainsi, les possibilités de densification, notamment par division parcellaire, sont facilitées, en particulier au niveau de la zone UA où les constructions peuvent s'accoler en limite séparative latérale (obligation dans le secteur UAa). Dans les autres zones, afin de respecter le cadre de vie rural de la commune, facteur d'attractivité, des limites séparatives plus importantes ont été définies (5m dans la zone UB) ce qui permettra de préserver l'intimité du voisinage. ➤ Les dispositions réglementaires et graphiques de l'OAP1 encadrant le secteur UAa visent à conforter la centralité villageoise par la création d'un nouveau quartier aux formes urbaines compactes, rappelant celles des veïnats (alignement sur les voies et sur les limites séparatives). ➤ Le bilan des surfaces POS->PLU est favorable aux zones agricoles et naturelles (+11,5 ha). ➤ Les dispositions réglementaires de l'ensemble des zones U et 1AU prévoient dans la partie relative au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis, des mesures participant au verdissement des espaces publics et des parcelles, ainsi que le maintien d'une surface en pleine terre en zones UB, UC et 1AU. ➤ Les dispositions réglementaires des zones A et N proscrivent les nouvelles implantations de l'habitat diffus ou isolé.
--	---	---	--

	4. Permettre le maintien et le développement d'équipements, de services et d'activités économiques pour accueillir les populations dans de bonnes conditions	Dispositions réglementaires des zones U, 1AU Emplacements réservés	<p>➤ L'implantation de commerces et de services est permise dans toutes les zones U et 1AU, sous réserve qu'ils n'engendrent pas de nuisances.</p> <p>➤ Les dispositions réglementaires et graphiques de l'OAP1 encadrant le secteur UAa en matière d'implantation des constructions vise à créer un espace de rencontre au sein du quartier.</p> <p>➤ Les dispositions réglementaires des zones U et 1AU encadrent les thématiques du stationnement ainsi que les conditions de desserte et d'accès aux constructions, notamment pour les modes doux. La connexion aux différents réseaux est également précisée.</p> <p>➤ En matière de politique foncière, la commune a instauré des emplacements réservés pour réaliser divers aménagements à destination de sa population (stationnement, espace public, desserte pour les modes doux).</p>
Ambition 2 : Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.	1. Préserver et valoriser les centres historiques villageois, garants de l'identité et de l'histoire du territoire communal	Dispositions réglementaires de la zone UA Eléments identifiés au titre de l'article L151-19 du code de l'Urbanisme.	<p>➤ Les dispositions réglementaires de la zone UA, et en particulier du secteur UAa, sont définies dans le but de sauvegarder l'identité architecturale et paysagère du centre ancien.</p> <p>➤ L'identification des veïnats et de plusieurs sites et édifices patrimoniaux au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme assurent la protection des éléments les plus emblématiques de la commune (église, chapelles, fontaine, puits, arbres...).</p> <p>➤ Les dispositions générales du règlement comportent un nuancier auquel devront se référer les propriétaires souhaitant réaliser de nouvelles constructions ou en cas de travaux en façade de constructions existantes.</p>
	2. Garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines	Dispositions réglementaires des zones U, 1AU.	<p>➤ L'insertion paysagère et architecturale des nouvelles opérations urbaines dans le secteur UAa et la zone 1AU sera assurée par des dispositions réglementaires limitant leur hauteur, laquelle a été définie en tenant compte de la topographie du site et des constructions déjà existantes.</p> <p>➤ Des dispositions particulières (retrait imposé) ont été édictées afin de gérer les fonds de parcelle et créer une transition</p>

<p>Ambition 2 :</p> <p>Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.</p>			<p>progressive entre la zone à urbaniser et la zone naturelle.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dans le secteur UAa et la zone 1AU, les schémas d'OAP et la réalisation des aménagements dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble permettent d'assurer la bonne intégration paysagère des nouveaux aménagements. ➤ Afin de s'insérer harmonieusement au tissu urbain existant, le faîtage principal des nouvelles constructions sera préférentiellement parallèle aux courbes de niveau, dans les zones UA et 1AU. ➤ Les dispositions générales du règlement comportent un nuancier auquel devront se référer les propriétaires souhaitant réaliser de nouvelles constructions ou en cas de travaux en façade de constructions existantes. ➤ Des toitures terrasses, caractéristiques d'une architecture contemporaine, sont admises dans les zones UB et UC sous certaines conditions.
	<p>3. Permettre une meilleure performance environnementale et énergétique des zones urbaines et des constructions</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dispositions réglementaires du secteur UAa visent à conforter la centralité villageoise par la création d'un nouveau quartier plus compact, rappelant les veïnats traditionnels (alignement sur les voies et sur les limites séparatives), sur des parcelles plus petites et donc plus abordables pour les ménages. ➤ Les dispositions réglementaires rendent possible l'installation de dispositifs de production d'énergies renouvelables sous réserve d'une bonne intégration paysagère notamment (hors zone UA). Dans toutes les zones du PLU (sauf zone UA), les panneaux solaires sur toiture sont autorisés mais ne peuvent être développés, pour chaque parcelle, que sur un seul pan de toiture. Ces panneaux doivent s'insérer dans la composition de la couverture. ➤ Le maintien d'une part minimale de surfaces en pleine terre est imposé en zones UB, UC et AU afin de limiter l'artificialisation des parcelles et l'imperméabilisation des sols.

<p style="text-align: center;">Ambition 2 :</p> <p style="text-align: center;">Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.</p>	<p>4. Soigner les espaces de transition et faciliter les liens entre les différents espaces du territoire communal</p>	<p style="text-align: center;">Dispositions réglementaires des zones U, 1AU</p> <p style="text-align: center;">Emplacements réservés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ En matière de politique foncière, la commune a instauré des emplacements réservés pour réaliser divers aménagements à destination de sa population, notamment en faveur de l'amélioration de l'accessibilité et des circulations douces. ➤ Les dispositions réglementaires des zones U et 1AU encadrent les conditions de desserte et d'accès aux constructions, notamment concernant les modes doux. ➤ Les dispositions réglementaires de la zone 1AU prévoient que les constructions soient édifiées en retrait de la limite de la zone (15 m) pour assurer leur insertion paysagère et préserver le cadre de vie rural de la commune. La gestion des fonds de parcelles est également règlementée dans le but de créer des espaces tampons sur les pourtours des zones à urbaniser pour générer une transition progressive entre la zone naturelle et les futures constructions ➤ Le maintien des cônes de vue sera assuré par une limitation des hauteurs, notamment dans le secteur UAa et la zone 1AU. ➤ Les obligations en matière de débroussaillage sont rappelées en dispositions générales.
---	--	--	--

<p style="text-align: center;">Ambition 3 :</p> <p style="text-align: center;">Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.</p>	<p style="text-align: center;">1. Préserver l'espace pour protéger les activités, le paysage et le cadre de vie</p>	<p style="text-align: center;">Dispositions réglementaires des zones A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dispositions réglementaires de la zone A encadrent strictement les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. ➤ Les dispositions réglementaires des zones A et N proscrivent les nouvelles implantations d'habitations pour éviter le développement de l'habitat diffus ou isolé et pérenniser la vocation agricole des terres. Pour autant, les bâtiments d'habitation existants dans les zones agricoles peuvent cependant faire l'objet d'extension et d'annexes, sous réserve et notamment dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. L'espace agricole fait donc l'objet d'une protection permettant de préserver durablement le patrimoine agricole, paysager et naturel à l'échelle communale. ➤ Le secteur Ap présente un fort intérêt paysager de par les caractéristiques des espaces agricoles qu'il abrite (paysage ouvert bordant la rivière de Saint-Amanç et particulièrement visible). Il fait donc l'objet d'une protection stricte qui se traduit réglementairement par un durcissement des possibilités de construction où seuls les équipements collectifs sont autorisés sous conditions. Les dispositions réglementaires mises en œuvre contribuent ainsi au maintien et au développement de l'activité agricole en garantissant de façon pérenne la vocation agricole de ces terres à forte valeur paysagère. ➤ Les espaces naturels qui composent le massif des Aspres sont classés en zone N où seule la réalisation d'équipement collectif (sous réserves) est permise. Cependant, les abris légers permettant de protéger les troupeaux sont autorisés pour permettre l'exercice de l'activité pastorale dans ces espaces.
--	---	---	---

<p>Ambition 3 :</p> <p>Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.</p>	<p>2. Accompagner l'activité agricole, pastorale et forestière, et permettre le renouvellement des sites des anciennes carrières, pour soutenir l'économie locale</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dispositions réglementaires de la zone N autorisent, sous conditions, les équipements collectifs. Cela ouvre la possibilité de réhabiliter les anciens sites de carrières par le développement de champs photovoltaïques. ➤ Les dispositions réglementaires de la zone A autorisent les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sous réserve qu'elles soient nécessaires à l'activité agricole et liées à l'existence d'une exploitation agricole. La construction de nouvelles habitations est interdite pour éviter le développement de l'habitat diffus ou isolé et pérenniser la vocation agricole des terres. ➤ Bien que les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole soient interdites en zone N en raison du risque incendie de forêt, les abris légers permettant de protéger les animaux sont autorisés pour permettre l'exercice de l'activité pastorale dans ces espaces.
	<p>3. Renforcer l'attractivité touristique de la commune en s'appuyant sur ses atouts environnementaux et patrimoniaux</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p> <p>Eléments identifiés au titre de l'article L151-19 du code de l'Urbanisme.</p> <p>Emplacement réservé 5</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ De manière transversale, l'intégralité des dispositions réglementaires de l'ensemble des zones ont été établies afin de préserver la qualité paysagère et patrimoniale de la commune. ➤ Les dispositions réglementaires de la zone UA ainsi que les différentes prescriptions contenues dans les fiches des éléments protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme sont développées dans le but de protéger voire de mettre en valeur le patrimoine de la commune, dans une optique notamment de soutenir le tourisme « vert ». ➤ L'emplacement réservé n°5 vise à créer un aménagement public mettant en valeur la Chapelle Saint-Amanç.

<p style="text-align: center;">Ambition 3 :</p> <p style="text-align: center;">Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.</p>	<p style="text-align: center;">4. Se protéger contre les risques naturels</p>	<p style="text-align: center;">Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p> <p style="text-align: center;">Emplacement réservé 7</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les dispositions générales rappellent les obligations en matière de débroussaillage qui sont imposées sur l'ensemble du territoire communal. ➤ Les dispositions réglementaires du secteur UCr en matière d'implantation des constructions visent à limiter les possibilités de densification en partie en raison de l'exposition de ces zones au risque incendie (d'autres raisons sont développées en page 27). ➤ Dans la zone N, la création de nouveaux logements est interdite pour limiter l'exposition des personnes au risque incendie. ➤ L'emplacement réservé n°7 porte sur la création d'une voirie pour la sécurisation du secteur de las Planes contre le risque incendie. ➤ La gestion des eaux pluviales est systématiquement abordée dans le chapitre 3 des dispositions réglementaires de chacune des zones et impose un traitement des espaces libres qui doivent faire l'objet d'un soin particulier, pour participer à l'écoulement des eaux. ➤ Une part de surface devant rester en pleine terre est imposée en zones UB, UC, et 1AU afin de limiter l'imperméabilisation des sols et donc les risques d'inondation par ruissellement. ➤ Pour tenir compte du risque inondation, les dépôts, constructions et installations ou aménagement sont réglementés en fonction de leur proximité avec les ravins ou les cours d'eau (Chapitre I du règlement).
--	---	--	---

<p>Ambition 3 : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.</p>	<p>5. Préserver la fonctionnalité écologique du territoire</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le classement en zones A ou N de plus de 96% de la superficie communale garantit la préservation de toute la matrice paysagère, support des continuités écologiques. Le caractère modéré de l'extension de l'urbanisation (0,65 ha soit 0,06% du territoire communal) y contribue également. ➤ Les dispositions réglementaires, notamment au niveau des zones A et N, proscrivent les possibilités de développement de l'habitat diffus ou isolé. ➤ Pour préserver les continuités aquatiques, supports de la trame bleue, les dépôts, constructions et installations ou aménagement sont réglementés en fonction de leur proximité avec les ravins ou les cours d'eau (Chapitre I du règlement)
	<p>6. Réduire les déchets ménagers, limiter les nuisances et les pollutions</p>	<p>Dispositions réglementaires des zones U, 1AU, A et N</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ De manière générale et transversale, les dispositions réglementaires de l'ensemble des zones du PLU visent à limiter les nuisances et les pollutions qui pourraient être engendrées par certains types d'activités ou de constructions : interdiction stricte selon les cas ou autorisation sous réserve qu'elles n'engendrent pas de nuisances ou de pollutions. ➤ Les dispositions réglementaires des parties relatives à l'implantation des constructions et à leur aspect extérieur ont pour objectif de limiter les nuisances avec le voisinage. ➤ Les dispositions réglementaires de l'ensemble des zones du PLU précisent les modes d'évacuation des eaux de piscine.

2.3.2.3. Nécessité des dispositions réglementaires écrites vis-à-vis des éléments définis dans l'OAP

Deux secteurs faisant l'objet d'Orientation d'Aménagement et de Programmation ont été délimités, l'un classé en zone UAa et l'autre en zone 1AU.

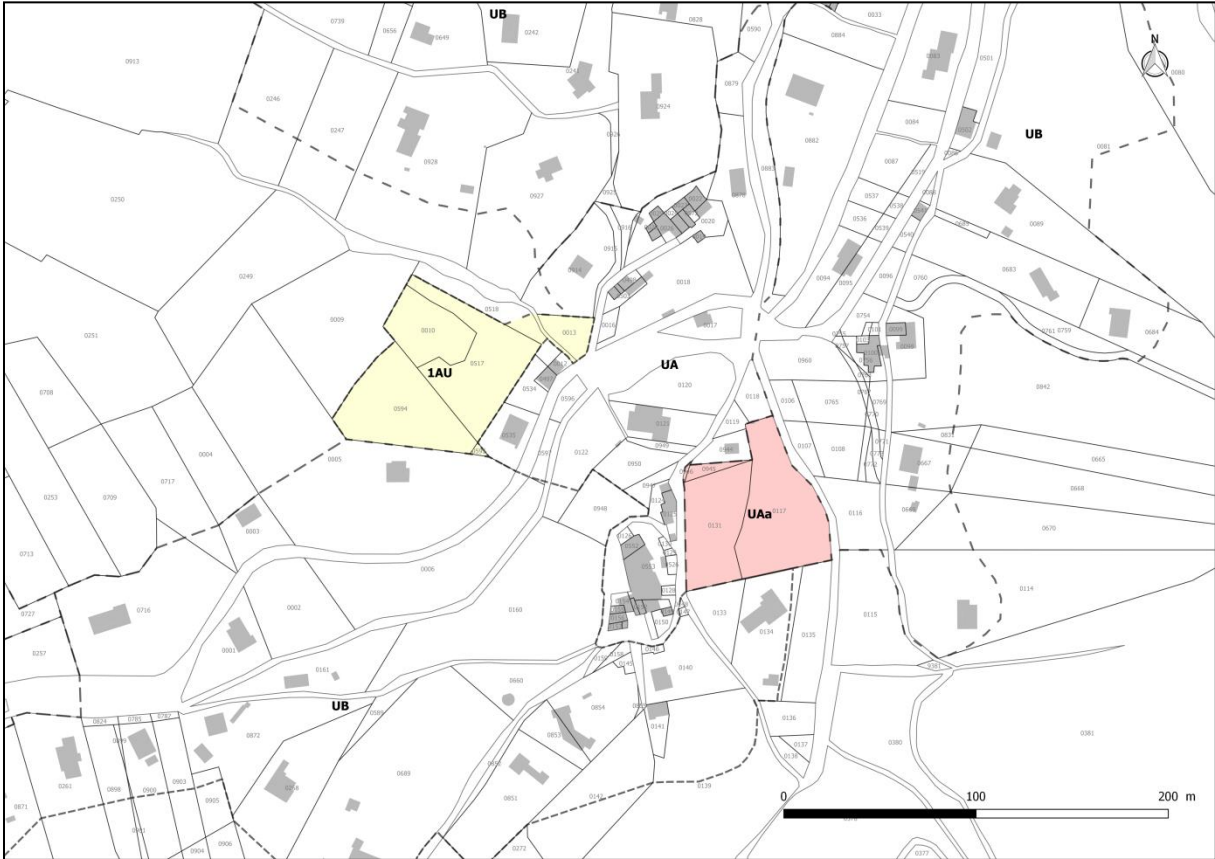
Le premier secteur est situé au sein de l'espace pouvant constituer le centre de Montauriol, à proximité de la mairie et d'un « veïnat » représentatif de l'architecture traditionnelle du village. Son aménagement permettra de conforter ce secteur, actuellement trop peu identifiable en tant que centralité. Le site étant déjà équipé des réseaux et formant une dent creuse à l'intérieur du tissu urbain existant, il est identifié dans les zones urbaines du PLU, en tant que secteur UAa (ancienne zone NA du POS). Il est ouvert immédiatement à l'urbanisation, laquelle devra se réaliser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

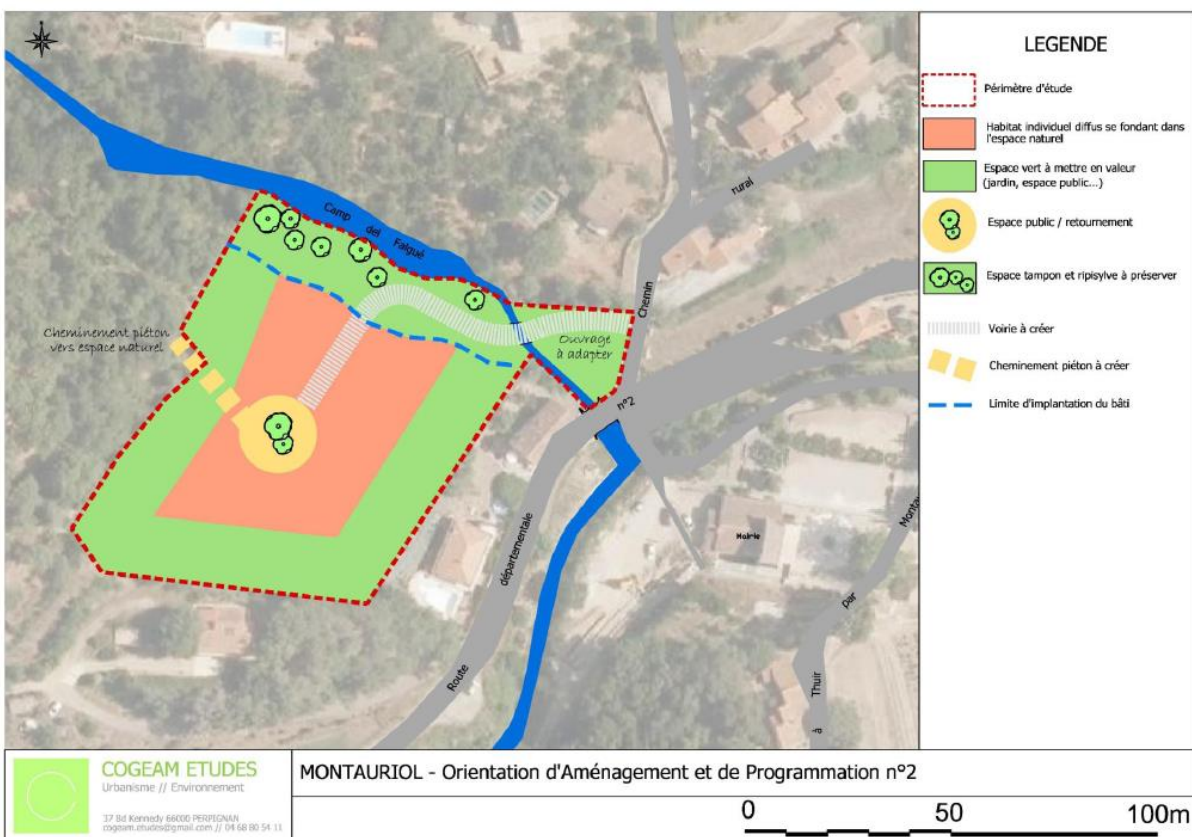
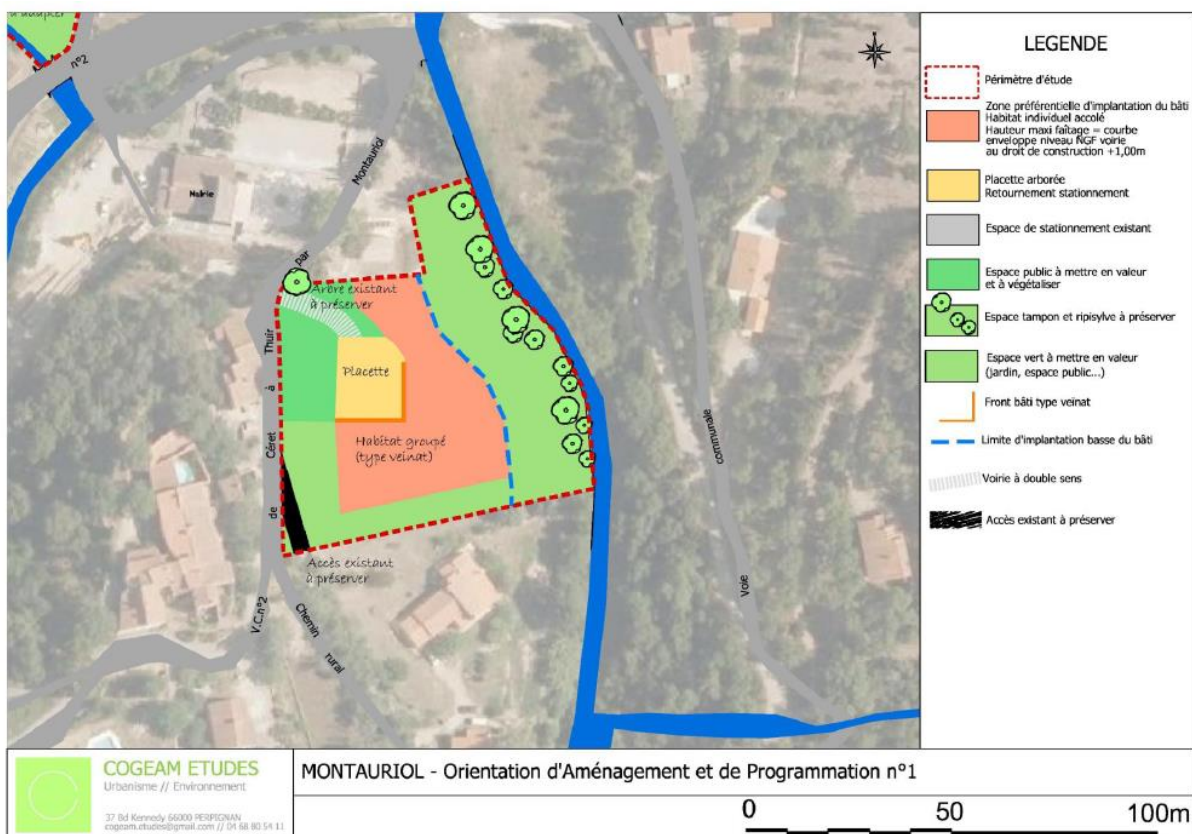
Le deuxième secteur est situé à proximité de la Mairie, au-dessus de la RD2 qui traverse la centralité villageoise. Le site est bordé par la zone naturelle et les zones UA et UB. Le tissu urbain alentour est lâche. Autrefois classé en zone 1NAf au POS, il est aujourd'hui identifié au PLU en tant que zone 1AU, ouverte immédiatement à l'urbanisation, laquelle devra se réaliser dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Objectifs des OAP	Traduction réglementaire	Justifications de la complémentarité
<ul style="list-style-type: none"> - Accueillir une partie de la croissance démographique de la commune - Proposer une offre de logements diversifiés - Renforcer la centralité villageoise - Préserver le cadre de vie rural de la commune et les habitations déjà existantes 	<p>Zonage et dispositions réglementaires du secteur UAa et la zone 1AU</p>	<p>➤ En matière d'implantation des constructions, les dispositions réglementaires du secteur UAa visent à recréer un tissu urbain patrimonial caractéristique des veïnats. L'objectif est donc de développer une forme urbaine plutôt compacte, ce qui permettra de renforcer la lisibilité de la centralité villageoise. Pour ce faire, les dispositions réglementaires imposent que les constructions:</p> <ul style="list-style-type: none"> - se réfèrent à l'OAP n°1, - s'établissent à l'alignement des voies, sauf le long du chemin communal n°2 où elles doivent respecter un retrait de 15 mètres, - s'implantent en limites séparatives latérales. <p>L'OAP et sa traduction réglementaire engendreront donc dans le secteur UAa des constructions accolées, sur des parcelles plus petites et donc plus abordables, offrant ainsi une alternative aux constructions isolées en 4 faces, seuls modèles de développement possibles dans la commune jusqu'ici.</p> <p>➤ L'OAP n°1 assure la création d'un espace public à mettre en valeur et à végétaliser.</p> <p>➤ En matière d'implantation des constructions, les dispositions réglementaires de la zone 1AU n'autorisent pas les constructions accolées en limites séparatives afin d'assurer la bonne intégration avec le tissu urbain alentour particulièrement lâche et afin de garantir un espace privatif suffisamment important entre les constructions pour préserver le cadre de vie rural caractéristique de la commune et qui en fait son attractivité. Les constructions devront donc se référer à l'OAP n°2, respecter un retrait de 5 mètres entre les limites séparatives latérales et un retrait de 15 mètres par rapport aux limites de la zone 1AU.</p>

<p>- Garantir l'insertion paysagère des nouvelles opérations</p> <p>- Connecter les quartiers et développer les liaisons douces</p> <p>- Prendre en compte le risque inondation</p>		<p>➤ L'intégration paysagère est assurée à la fois par les dispositions réglementaires en matière d'implantation du bâti (cf. points précédents ci-avant), de gabarit et de caractéristiques architecturales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le secteur UAa, la hauteur des constructions ne devra pas excéder la norme NGF du chemin communal n°2 additionnée d'un mètre supplémentaire ($H \leq \text{NGF chemin communal} + 1\text{m}$) afin de respecter les cônes de vue depuis le veïnat voisin. - dans la zone 1AU, aucune construction ne peut excéder 6 mètres de hauteur hors tout, afin de limiter leur impact paysager. - les dispositions réglementaires en matière d'aspect extérieur des constructions : <ul style="list-style-type: none"> ○ les petites terrasses (15m² maximum) de type « crevée de toiture » sont autorisées, ○ les toits doivent être couverts de tuiles canal de couleur rouge, ○ l'emploi à nu, en parement extérieur de matériaux destinés à être enduits est interdit sauf pour la pierre et le cayrou, ○ les façades des constructions traditionnelles en pierres apparentes doivent le rester et être rejointoyées avec un mortier à la chaux aérienne laissée naturelle ou teintée et au sable criblé brossé avant la prise complète ○ la couleur des enduits ainsi que celles des menuiseries doivent correspondre à celles du nuancier inséré en dispositions générales du règlement, ○ les climatiseurs, ainsi que les antennes paraboliques ou hertziennes en façade sont autorisés sous plusieurs réserves (cf. le règlement), ○ les volets roulants sont autorisés sous réserve que leurs caissons ne soient pas visibles depuis l'espace public, sauf dans la zone UA (pose en saillie interdite), ○ les panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques sont autorisés sous réserve (sauf en zone UA cf. le règlement). <p>➤ Les dispositions réglementaires du secteur UAa et de la zone 1AU encadrent les conditions de desserte et d'accès aux constructions, notamment concernant les modes doux et la mobilité réduite. Des normes de stationnement sont également édictées selon les destinations autorisées dans la zone.</p> <p>➤ L'intégration paysagère et la prise en compte des questions environnementales (cf. chapitre II du règlement), sont en partie traduites dans le règlement par l'obligation de respecter une part minimale de surface en pleine terre dans la zone 1AU, mais aussi une exigence générale de planter les zones non bâties, notamment les aires de stationnement, afin de limiter l'imperméabilisation des sols et l'artificialisation des parcelles.</p> <p>➤ Les schémas d'OAP et les dispositions réglementaires prévoient un retrait des constructions de 20 mètres(UAa) et 15 mètres (1AU) par</p>
---	--	--

		rapport au lit des ravins et des cours d'eau à la fois pour les protéger du risque inondation et pour créer un espace tampon préservant la ripisylve.
--	--	---





Les schémas d'OAP au niveau des zones UAa et 1AU.

2.3.2.4. Justification des emplacements réservés et autres dispositions réglementaires mises en œuvre dans le PLU

• Les Emplacements Réservés

Au titre de l'article L.151-41 du code de l'urbanisme, le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

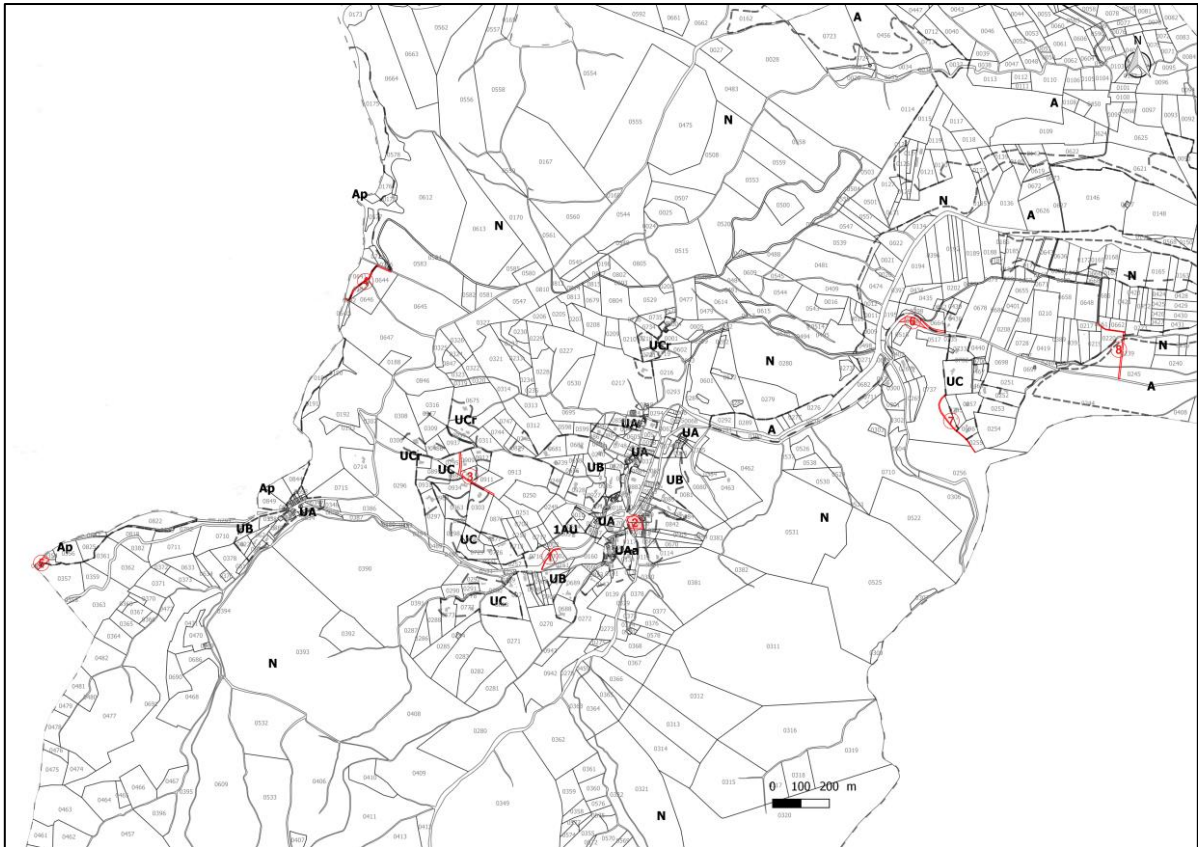
- « des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;
- des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;
- des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;
- dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes. »

N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie (m²)
1	Création de trottoirs	Commune de Montauriol	266,5
2	Création d'un parking	Commune de Montauriol	2640,6
3	Aménagement de l'accès au site du Camp d'en Pagué	Commune de Montauriol	1605,7
4	Aménagement de voirie d'accès	Commune de Montauriol	1441,8
5	Aménagement d'un espace public	Commune de Montauriol	1251,3
6	Sécurisation de la visibilité de la RD2	Conseil Départemental 66	2327,7
7	Création d'une voirie pour sécurisation du risque incendie du secteur du Serrat de les Planes	Commune de Montauriol	1020,7
8	Création d'une voirie communale	Commune de Montauriol	1454,8

Liste des Emplacements Réservés du PLU.

La commune de Montauriol a choisi de créer des Emplacements Réservés sur son territoire communal pour faciliter l'atteinte de divers objectifs inscrits dans son PADD, en particulier pour améliorer le cadre de vie de ses habitants (aménagement de voiries et d'aire de stationnement, aménagement de l'espace public, sécurisation contre le risque incendie...).

Les Emplacements Réservés du PLU, représentés sur le plan de zonage par des croisillons rouges, sont consignés dans une liste (insérée sur le plan de zonage et dans les dispositions générales du règlement) précisant la destination de l'Emplacement Réservé, sa surface ainsi que la collectivité, le service ou l'organisme public bénéficiaire.



Localisation des Emplacements Réservés du PLU.

- **Les éléments et secteurs identifiés au titre des articles L.151-19 du code de l'Urbanisme**

La politique forte en matière de préservation et de mise en valeur du paysage, du patrimoine naturel et bâti et de l'identité communale développée dans le PADD se traduit réglementairement par l'identification d'éléments et de secteurs à protéger au titre de l'article L. 151-19 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, un travail de recensement a été effectué afin de repérer des éléments de patrimoine, bâti ou non, quartiers, îlots, qui pouvaient faire l'objet de fiches de prescriptions visant à leur protection et/ou leur mise en valeur.

Au-delà des dispositions applicables à la (aux) zone(s) concernée(s), **les secteurs et éléments identifiés et localisés, sont soumis à des mesures de protection et de mise en valeur spécifiques, traduites sous forme de prescriptions particulières** détaillées par fiche au sein de dispositions générales du règlement.

- *Élément identifié au titre du L.151-19 :*

Catégorie	N°	Élément	Prescriptions spécifiques de préservation
Patrimoine religieux et défensif	1	Eglise Saint Saturnin (XIe siècle, classée MH)	Edifice majeur préroman à protéger. L'église est classée Monument Historique et intègre la liste des éléments archéologiques de la commune. L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sera requis pour toute demande d'autorisation de travaux à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour de l'église (cf. loi du 25 février 1943*).
	2	Chapelle Saint-Amanç de la Ribera (XIIe siècle)	Edifices et vestiges d'intérêt historique, architectural et culturel à protéger et conserver. Intégrés dans la liste des éléments archéologiques de la commune. Pour tous travaux de requalification/ valorisation dans un périmètre de 100 m de rayon autour du bâtiment, il faut demander l'avis de l'UDAP.
	3	Chapelle del Mas d'en Costa	
	4	Vestiges du château fort de Can Manent, tour quadrangulaire et chapelle	
Patrimoine rural, agricole ou industrie Ensemble bâti ou élément isolé	5	Hameau Els Hostalets	Les caractéristiques architecturales de ces mas agricoles ou ensembles bâtis, doivent être maintenues notamment pour ce qui est de la forme et des matériaux. Le hameau Els Hostalets est inscrit dans la liste des éléments archéologiques de la commune. A ce titre, pour tous travaux de requalification/ valorisation dans un périmètre de 100 m de rayon autour du bâtiment, il faut demander l'avis de l'UDAP.
	6a	Mas Vallpuig	
	6b	Mas Llinas	
	7a	Veïnat Mauran	
	7b	Veïnat d'en Bolo	
	7c	Veïnat d'Avall	
Petit patrimoine Eléments d'intérêt historique, culturel ou identitaire	7d	Veïnat d'Amont	
	8	Puits à glace	Élément d'intérêt historique et culturel à protéger et conserver. Il est inscrit dans la liste d'éléments archéologiques de la commune. A ce titre, pour tous travaux de requalification/ valorisation dans un périmètre de 100 m de rayon autour du bâtiment, il faut demander l'avis de l'UDAP.
	9	Route du Fer	Élément historique à préserver et mettre en valeur. Tous travaux sur le chemin ou à proximité ne doit pas mettre en péril ses traces et doivent au contraire permettre sa mise en valeur.

	10	Ruines d'un cortal (bergerie)	Elément d'intérêt culturel à requalifier pour accueillir la même fonction. Tous travaux de requalification doivent être entrepris dans le respect de la forme et des matériaux originels de cet élément.
	11	Puits d'eau	Elément d'intérêt culturel à protéger.
	12	Pont en pierres	Elément d'intérêt architectural et paysager à protéger.
	13	Fontaine	Elément d'intérêt culturel à protéger.
Patrimoine naturel d'intérêt paysager	14	Arbre emblématique	L'identification de ces éléments au titre de l'article L.151-19 vise à affirmer leur présence et à les protéger. Ces arbres ne peuvent pas être abattus sauf en cas de maladie et de danger de sécurité des personnes ou de risque de chute sur d'autres arbres d'intérêt patrimonial.
	15	Alignement de platanes	

3. PRISE EN COMPTE DU SOUCI DE PRESERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT ET ANALYSE DES INCIDENCES ATTENDUES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

Suite à la consultation de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, dite Autorité environnementale, dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas, l'Autorité environnementale, par la décision du 26 juillet 2016 prise en application de l'article R.104-28 du code de l'Urbanisme, informe que le projet de révision du POS valant élaboration du PLU de la commune de Montauriol n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Ainsi, en l'absence d'évaluation environnementale, au titre de l'article R.151-1 3° du code de l'Urbanisme, le rapport de présentation « *analyse l'état initial de l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci* ».

En complément de l'analyse de l'état initial de l'environnement et du diagnostic paysager et du patrimoine bâti et identitaire, exposés respectivement au sein du cahier 2 et 3 du rapport de présentation, le présent chapitre expose d'une part, la manière dont le PLU prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement (cf. chapitre 3.1) et d'autre part, les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement (cf. chapitre 3.2).

3.1. Prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement

Dès le début de la procédure de révision du POS en PLU, l'analyse de l'état initial de l'environnement a fait l'objet d'une étude spécifique qui a principalement permis de dresser un état des lieux environnemental et de dégager les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal. Cette analyse porte sur l'ensemble des grands domaines de l'environnement : environnement physique ; occupation du sol et consommation d'espaces ; biodiversité et continuités écologiques ; paysage et patrimoine bâti ; ressources naturelles (eau, ressources minérales) ; risques, pollutions et nuisances ; énergie et gaz à effet de serre ; déchets.

Dans une optique de développement durable, les constats et enjeux environnementaux identifiés ont ensuite guidé les élus communaux tout au long de la définition du projet d'aménagement communal. Cette orientation vers une limitation des effets des pratiques urbanistiques sur l'environnement voire la recherche d'une plus-value environnementale est mise en exergue par les choix d'aménagement et de développement opérés dans le cadre du PADD. L'analyse des incidences du PADD sur l'environnement, exposée au chapitre 3.2.1, est révélatrice de la forte intégration des enjeux environnementaux au sein du projet d'aménagement défini par la commune.

La cohérence entre le PADD et le règlement, le zonage et les OAP assurent la prise en compte du souci de préservation et de mise en valeur de l'environnement au niveau des pièces opposables du PLU.

En sus, depuis le début de la démarche, la ligne directrice suivie par les élus communaux consiste à s'orienter vers une évolution démographique modérée qui s'inscrit dans un développement rural de qualité privilégiant le maintien de la qualité du cadre de vie villageois et la préservation des espaces naturels et agricoles.

L'accroissement démographique et l'expansion urbaine enclenchés à partir des années 1970 conjugués à l'absence, puis à la permissivité des documents d'urbanisme ont entraîné par le passé un très important développement de l'habitat individuel diffus ou isolé. Ce mode d'urbanisation apparaît aujourd'hui peu adapté aux trajectoires résidentielles actuellement à l'œuvre et ne s'inscrit pas dans un développement durable du territoire (au regard des enjeux en matière de consommation de l'espace et de prévention du risque incendie notamment). Ainsi, à travers le PLU, les élus communaux font le choix d'un modèle d'aménagement plus équilibré, plus vertueux et qui marque une rupture avec les tendances observées par le passé.

Afin d'illustrer la réelle prise en compte de l'environnement dans le PLU, un focus présentant les principales réponses apportées par le PLU aux quatre enjeux majeurs identifiés dans l'analyse de l'état initial de l'environnement est exposé en suivant.

La limitation de la consommation foncière et la maîtrise de l'urbanisation diffuse.

- Une réduction de la consommation d'espaces d'environ 60% par rapport à la consommation enregistrée au cours de la dernière décennie.
- Une seule zone d'extension de l'urbanisation de 0,65 ha (zone 1AU).
- Une zone Naturelle et un secteur agricole (Ap) à la constructibilité strictement limitée.
- Une production de nouveaux logements largement satisfaite par la reconquête du tissu urbain existant.
- Des zones d'urbanisation diffuse figées au niveau des limites urbaines actuelles (Serrat de las Planes, Mas Chiville).
- ...

La prise en compte du risque incendie.

- Une extension de l'urbanisation (zone 1AU) localisée en continuité du tissu urbain existant et en dehors des zones d'aléas élevés.
- Le déclassement d'espaces classés au POS en zone NA en zone Naturelle au PLU.
- L'instauration d'un zonage particulier (zone UCr) qui limite les possibilités de densification au niveau de la zone urbaine, caractérisée par un tissu lâche et particulièrement sensible à l'aléa feu de forêt (aléa élevé).
- L'interdiction de toute nouvelle construction à usage d'habitation dans la zone Naturelle (aléa élevé).
- ...

La préservation des espaces présentant un intérêt écologique particulier.

- Le classement en zone Naturelle des formations forestières et sub-forestières qui composent le massif des Aspres.
- La détermination des continuités écologiques à l'échelle du territoire communal.
- Un secteur agricole (zone Ap) à la constructibilité strictement limitée.
- ...

La préservation des ressources en eau.

- Un développement démographique maîtrisé.

- Un recul important imposé pour tout aménagement à proximité des cours d'eau (10 m, 15 m voire 20 m).
- La définition d'une part minimale de surface de pleine-terre à préserver au niveau des zones UB, UC et AU.
- ...

3.2. Analyse des incidences attendues sur l'environnement

L'analyse des incidences attendues du PLU sur l'environnement consiste à apprécier les conséquences prévisibles résultant de la mise en œuvre du PLU sur l'ensemble des grands domaines de l'environnement, à savoir la biodiversité, les ressources naturelles, les paysages, les risques, les nuisances...

3.2.1. Analyse des incidences du PADD sur l'environnement

Dans le but d'évaluer de manière globale les incidences attendues de la mise en œuvre de PLU sur l'environnement, une analyse des incidences du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) sur l'environnement est réalisée. Le PADD constituant l'expression du projet d'organisation du territoire porté par la commune à horizon 2030, l'analyse de ses orientations générales est révélatrice des incidences globales du PLU sur l'environnement. Cette analyse offre donc une vision globale des incidences du PLU et permet d'apprécier la prise en compte de l'ensemble des composantes de l'environnement dans le plan.

Les ambitions et orientations du PADD sont rappelées ci-dessous :

AMBITION 1 : Maitriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.

Orientation 1 - Promouvoir une évolution démographique maîtrisée et modérée inscrite dans le respect du principe de gestion économe de l'espace.

Orientation 2 - Favoriser une diversité de logements pour répondre aux différents parcours résidentiels.

Orientation 3 - Favoriser un développement urbain moins consommateur d'espace en préservant un mode de vie rural de qualité.

Orientation 4 - Permettre le maintien et le développement d'équipements, de services et d'activités économiques pour accueillir les populations dans de bonnes conditions.

AMBITION 2 : Préserver voire réhabiliter les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.

Orientation 1 - Préserver et valoriser les centres historiques villageois, garants de l'identité et de l'histoire du territoire communal.

Orientation 2 - Garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines.

Orientation 3 - Permettre une meilleure performance environnementale et énergétique des zones urbaines et des constructions.

Orientation 4 - Soigner les espaces de transition et faciliter les liens entre les différents espaces du territoire communal.

AMBITION 3 : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.

Orientation 1 - Préserver l'espace pour protéger les activités, le paysage et le cadre de vie.

Orientation 2 - Accompagner l'activité agricole, pastorale et forestière, et permettre le renouvellement des sites des anciennes carrières, pour soutenir l'économie locale.

Orientation 3 - Renforcer l'attractivité touristique de la commune en s'appuyant sur ses atouts environnementaux et patrimoniaux.

Orientation 4 - Se protéger contre les risques naturels.

Orientation 5 - Préserver la fonctionnalité écologique du territoire.

Orientation 6 - Réduire les déchets ménagers et limiter les nuisances et les pollutions.

Les incidences du plan étant liées aux choix qui ont guidé la construction du PADD, une analyse des incidences par grande ambition semble constituer l'approche la plus rationnelle pour les évaluer. Pour chaque grande thématique environnementale traitée au sein de l'état initial de l'environnement (cf. cahier 2 du rapport de présentation), les incidences des trois ambitions du PADD sont caractérisées de la manière suivante : incidences positives (+) ; incidences nulles, non significatives ou absence d'incidence (0) ; et incidences négatives (-).

	Environnement physique	Occupation du sol et consommation foncière	Biodiversité et continuités écologiques	Paysage et patrimoine bâti	Ressources naturelles (eau, ressources minérales)	Risques, pollutions et nuisances	Energie et gaz à effet de serre	Déchets
Ambition 1 : Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logement	0	+	+	0	0	0	+	0
Ambition 2 : Préserver voire réhabiliter les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement	0	0	+	+	0	+	+	0
Ambition 3 : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées	0	+	+	+	+	+	0	+

Analyse des incidences des trois ambitions du PADD sur l'environnement.

Bien que tout aménagement ou construction présente de manière inéluctable certaines incidences négatives très localisées, la mise en œuvre du projet global d'aménagement défini par la commune de Montauriol devrait être largement bénéfique pour l'environnement en comparaison à un scénario « fil de l'eau ». Les grands enjeux environnementaux identifiés sur le territoire sont en effet largement considérés au sein du PADD.

Ce plan marque une réelle rupture avec les tendances observées par le passé (développement de l'habitat diffus, exposition au risque feu de forêt...) et illustre la ligne directrice suivie aujourd'hui par les élus communaux en s'orientant vers un développement démographique maîtrisé (environ +50 habitants à horizon 2030) qui s'inscrit dans un développement rural de qualité privilégiant essentiellement la sauvegarde de l'identité villageoise, la préservation des richesses paysagères, naturelles et patrimoniales du territoire, et la prise en compte du risque feu de forêt.

Ainsi, les incidences sur l'environnement liées à la mise en œuvre du projet territorial défini au travers du PADD sont clairement positives.

3.2.2. Analyse des incidences attendues par thématique environnementale

Afin d'évaluer plus précisément les incidences attendues du PLU sur l'environnement, notamment celles relatives à la mise en œuvre des dispositions réglementaires (OAP, zonage et règlement), une analyse particulière par thématique environnementale a été réalisée. Les thématiques abordées au sein de l'état initial de l'environnement sont ici reprises au regard des incidences du PLU. Une attention particulière est portée sur les zones où se concentrent les incidences attendues les plus notables, c'est-à-dire principalement la zone A Urbaniser (zone 1AU).

A noter que l'analyse des incidences en matière d'occupation du sol et de consommation d'espaces fait l'objet d'un traitement particulier au sein du chapitre 3.2.3.

- **L'environnement physique**

Les composantes de l'environnement physique (climat, relief, contexte pédo-géologique, hydrographie) constituent des éléments contextuels dans lequel le territoire communal s'inscrit. Aucune analyse des incidences n'est donc ici présentée.

Concernant le relief et l'hydrographie locale, l'analyse relative aux paysages et aux milieux aquatiques exposée ci-après renseigne sur les incidences attendues du PLU.

- **La biodiversité et les continuités écologiques**

Zonages environnementaux

Il est rappelé que le territoire communal et celui des communes voisines ne sont pas concernés par :

- un site Natura 2000,
- un arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB),
- une réserve naturelle nationale ou régionale,
- un parc national ou un parc naturel régional,
- un site classé ou inscrit au titre des articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'Environnement,
- une zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO),

➔ **Absence d'incidence attendue liée à la mise en œuvre du PLU.**

Le territoire communal est directement concerné par la ZNIEFF de type II « Massif des Aspres ». D'une superficie de 29 000 hectares, cette zone s'étend sur 37 communes et englobe l'intégralité du massif des Aspres. En matière de superficie, moins de 3% de la zone est située sur la commune où elle recouvre 85% du territoire communal. Seuls les espaces agricoles situés au nord-est en sont exclus.

Les principales menaces qui concernent cette ZNIEFF sont la fermeture des milieux ouverts liée à la dynamique naturelle de colonisation par les espèces ligneuses (déclin de l'activité pastorale) et le risque feu de forêt auquel le massif est particulièrement sensible. Plus localement, et notamment en périphérie de la ZNIEFF, la fréquentation souvent mal canalisée du site est aussi source de nombreuses pressions (dérangement, piétinement, dégradation...).

Au regard de l'emprise de la ZNIEFF sur le territoire communal, la grande majorité des zones urbanisables (zones U et AU) identifiées au PLU sont inévitablement situées au sein de cette zone. Le développement de l'urbanisation au niveau de la zone à Urbaniser engendrera donc inévitablement la consommation d'espaces situés en continuité du tissu urbain existant et localisés au sein de la ZNIEFF. Il s'agit de terres en friches. La surface concernée (0,65 ha) est à mettre en parallèle avec l'étendue de la ZNIEFF qui s'étend sur 29 000 hectares.

En outre, le bilan de l'évolution des surfaces (surfaces classées en zone Urbaine ou à Urbaniser VS surfaces classées en zone Agricole ou Naturelle) lié au passage du POS en PLU est favorable aux zones agricoles et naturelles, avec un bénéfice de près de 13 hectares.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur la ZNIEFF de type II « Massif des Aspres » sont donc non significatives.***

Par ailleurs, la ZNIEFF de type I « Garrigues de Castelnou » jouxte la limite communale au nord. Cette zone, qui s'étend sur 1560 hectares, correspond au secteur bien délimité du Causse qui marque la transition entre la commune de Thuir et le massif des Aspres. Elle est dominée par des garrigues basses et hautes à chêne vert et chêne kermès accompagnées de pelouses calcaires. Les principales menaces qui concernent cette ZNIEFF sont la fermeture progressive des milieux ouverts, la présence d'un site d'extraction de matériaux à proximité immédiate (sur les communes de Thuir et Sainte-Colombe) et la fréquentation souvent mal canalisée (dérangement, piétinement, dégradation...). Sur le territoire communal, les espaces qui jouxtent cette zone sont classés en zone Naturelle au PLU. Les zones urbanisables sont quant à elles éloignées de cette ZNIEFF.

Aussi, le site « Causse de Castelnou et Sainte-Colombe-de-la-Commanderie », inscrit au Schéma Départemental des Espaces Naturels (SDEN), présente un zonage quasiment identique à celui de la ZNIEFF de type I susvisée.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur la ZNIEFF de type I (et le site inscrit au SDEN) qui jouxte le territoire communal sont donc nulles.***

Continuités écologiques

En respect de la trame verte et bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique du Languedoc-Roussillon, des continuités écologiques ont été déterminées à l'échelle communale dans le cadre du PLU. Ainsi, les enjeux relatifs aux continuités écologiques apparaissent dans les différentes pièces du PLU (rapport de présentation : identification des continuités écologiques à l'échelle communale ; PADD : définition d'une orientation générale en faveur de la préservation des continuités écologiques ; règlement écrit et graphique : traduction réglementaire de l'orientation du PADD).

Sur ce territoire de transition entre la plaine agricole roussillonnaise et le massif des Aspres, très peu fragmenté et où l'empreinte humaine est faiblement marquée, la préservation de la biodiversité et des continuités écologiques reposent sur la prise en considération de toute la matrice paysagère (entre espaces agricoles et naturels).

Le PLU vise donc à protéger les espaces naturels et forestiers qui composent le massif des Aspres (grand ensemble naturel fonctionnel), à sauvegarder les espaces agricoles qui contribuent largement à la préservation de la biodiversité, à ne pas compromettre les différents flux écologiques qui s'opèrent entre le massif et la plaine, et à protéger les continuités aquatiques supports de la trame bleue. De plus, le choix d'un développement urbain très modéré en continuité de l'urbanisation existante, et de contenir le mitage des espaces agricoles et naturels contribuent pleinement à la préservation de la fonctionnalité écologique du territoire.

En ce sens, les formations forestières et sub-forestières qui composent le massif des Aspres sont classées en zone Naturelle. Les espaces agricoles au potentiel agronomique reconnu sont classés en zone Agricole afin de pérenniser la vocation agricole de ces espaces et donc de favoriser leur exploitation qui permet entre autres d'éviter la fermeture des milieux. Concernant les linéaires aquatiques, un recul de 10, 15 ou 20 mètres à compter de la rive des cours d'eau est à respecter pour tous dépôts, constructions, installations ou aménagements.

En sus, au niveau des zones UB, UC et AU, la définition d'une part minimale de surfaces de pleine-terre est favorable à la biodiversité urbaine.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les continuités écologiques sont donc positives.***

Espèces et habitats naturels protégés

Le territoire communal - sur sa partie nord - est partiellement concerné par le zonage du PNA pie-grièche à tête rousse (*Lanius senator*). De plus, le zonage du PNA pie-grièche méridionale (*Lanius meridionalis*) jouxte la limite communale au nord du territoire. Ces deux espèces de pie-grièche affectionnent particulièrement des habitats naturels relativement ouverts, notamment les milieux type garrigues basses ou pelouses ponctués de grands arbres et de buissons mais aussi les espaces agricoles ouverts entrecoupés de haies (notamment pour la chasse). Sur le territoire communal, la principale pression qui concerne ces habitats est la fermeture des milieux ouverts sur le massif (déclin de l'activité pastorale) et des espaces agricoles, due au développement des friches.

A l'échelle communale, les milieux appréciés par ces espèces sont relativement bien représentés et ne concernent pas un secteur très localisé présent de manière ponctuelle. Ainsi, l'ensemble des dispositions en faveur de la protection des espaces agricoles et naturels, de la préservation des continuités écologiques, du soutien à l'activité pastorale, et de la limitation de la consommation foncière contribue pleinement à protéger les milieux appréciés par ces espèces. De plus, les espaces concernés par ce zonage sont classés au PLU en zone Naturelle ou Agricole.

D'autres espèces protégées ont été observées par le passé sur le territoire communal (source FAUNE LR). Il s'agit notamment du lézard ocellé, qui apprécie particulièrement les milieux ouverts, xériques et caillouteux, et de la chouette chevêche qui apprécie notamment les zones agricoles, les paysages avec des arbres dispersés et les terrains ouverts traversés de talus ou de murs de pierres.

Le classement au PLU de plus de 96% de la superficie communale en zone Naturelle ou Agricole contribue pleinement à protéger les milieux appréciés par ces espèces. La préservation des continuités écologiques, le soutien à l'activité pastorale et la limitation de la consommation foncière y participent aussi largement.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les habitats naturels et les espèces protégés sont donc nulles.***

Au sujet des zones humides, le Porter à connaissance (PAC) des services de l'Etat transmis dans le cadre de la révision du POS en PLU précise qu'aucune zone humide n'est inventoriée sur le territoire communal. L'Atlas départemental des zones humides identifie systématiquement comme « zones humides potentielles » tous les cours d'eau intermittents (et leurs abords) référencés dans la BD Carthage qui traversent la plaine du Roussillon et le piémont des Aspres. Ainsi, les cours d'eau intermittents qui traversent le territoire communal sont identifiés au sein de l'Atlas comme zones humides potentielles.

Le PLU assure la protection de ces linéaires, notamment en interdisant tous dépôts, constructions, installations ou aménagements dans une bande de 10, 15 ou 20 mètres (selon les cours d'eau) à compter de la rive des cours d'eau.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les zones humides sont donc positives.***

• Les paysages et le patrimoine bâti et identitaire

Le territoire communal n'est pas concerné par :

- un site classé ou inscrit au titre des articles L.341-1 à L.341-22 du code de l'Environnement,
- une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),
- un plan de sauvegarde et de mise en valeur,
- un site inscrit au patrimoine de l'UNESCO.

➔ ***Absence d'incidence attendue liée à la mise en œuvre du PLU.***

Il est rappelé qu'au regard de l'importance des enjeux en matière de paysage et de patrimoine bâti sur le territoire communal, ces sujets ont fait l'objet d'une analyse particulière exposée au sein du cahier 3 du rapport de présentation.

Ce diagnostic met notamment en exergue l'importance de sauvegarder les espaces agricoles et naturels caractéristiques de ce paysage de transition entre la plaine du Roussillon et le massif des Aspres. En ce sens, le PLU classe respectivement 173 hectares et 916 hectares en zone Agricole et Naturelle. Le classement en zone Naturelle ou Agricole de 96,3% de la superficie communale (contre 95,2% au sein du POS (zones NC et ND) garantit la préservation des deux entités paysagères identitaires présentes sur le territoire communal.

De plus, les terres agricoles qui longent la rivière de St-Amanç présentent un enjeu paysager fort. A ce titre, elles font l'objet d'une protection plus stricte (zone Ap) dans le but d'assurer à long terme la vocation agricole de ces espaces et de préserver leur valeur paysagère en évitant tout mitage susceptible de les dénaturer.

L'étendue de la zone Agricole et de la zone Naturelle, l'identification de secteurs agricoles à forts enjeux paysagers (zone Ap) et la localisation de la zone A Urbaniser en continuité du village contribuent ainsi largement à la préservation de la qualité paysagère locale.

L'église St-Saturnin, située à l'écart du village, est classée au titre des monuments historiques. Le périmètre de protection autour de l'édifice (500 mètres) concerne notamment les deux secteurs qui font l'objet d'une OAP. Au regard du relief, de la distance et de la végétation, la co-visibilité avec l'église est nulle sur un secteur (zone 1AU) et elle est très limitée sur l'autre (zone UAa). Sur ce dernier, le choix d'un aménagement sous forme de veïnat vise à renforcer la centralité villageoise en respect de l'identité architecturale communale. Ce choix s'inscrit dans deux grandes orientations poursuivies par le PLU, à savoir préserver et valoriser les centres historiques villageois, garants de l'identité et de l'histoire du territoire communal, et garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines.

La volonté d'assurer l'intégration paysagère et architecturale des nouvelles constructions se traduit notamment au niveau de la zone Urbaine UA (= centre ancien du village + hameau des Hostalets) qui fait l'objet de dispositions réglementaires plus strictes sur le plan paysager et architectural (préservation des formes urbaines et architecturales, respect d'un nuancier de couleur spécifique...). Aussi, certaines constructions traditionnelles présentes en zone urbaine sont identifiées et protégées pour leur intérêt sur le plan architectural au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme (veïnat d'Avall, veïnat d'en Bolo...).

De plus, au titre de l'article L.151-19 du code de l'Urbanisme, le PLU identifie et localise différents éléments à protéger, mettre en valeur ou requalifier. Il s'agit notamment de la chapelle St-Amanç, des vestiges du château de Can Manent, de l'église St-Saturnin (classée aux monuments historiques), de la chapelle del mas d'en Costa ainsi que de nombreux éléments du petit patrimoine : puits à glace, cortal, fontaine...

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les paysages et le patrimoine bâti sont donc positives.***

- L'eau

Captage d'eau potable et périmètres de protection

Aucun captage d'eau public destiné à l'alimentation en eau potable de la population et aucun périmètre de protection de captage d'eau public destiné à l'alimentation en eau potable n'est présent sur le territoire communal.

➔ ***Absence d'incidence attendue liée à la mise en œuvre du PLU.***

Alimentation en eau potable

La commune de Montauriol fait le choix d'une croissance démographique maîtrisée et modérée en visant l'accueil d'une cinquantaine de nouveaux habitants à horizon 2030. L'accueil de nouveaux habitants génèrera vraisemblablement une consommation d'eau potable plus élevée. Les incidences du PLU sont donc a priori inévitablement considérées comme négatives. Toutefois, le choix d'un développement démographique modéré limite considérablement les besoins supplémentaires en matière de prélèvements d'eau destinés à l'alimentation en eau potable. De plus, la poursuite de la diminution des prélèvements enregistrée ces dernières années ainsi que l'atteinte de l'objectif de rendement du réseau de distribution (72%) devraient contribuer à largement limiter ces incidences.

A noter aussi que le PLU est établi en respect des dispositions du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable en cours d'élaboration à l'échelle de la Communauté de Communes des Aspres. La mise en œuvre de ce schéma, basé sur un dimensionnement du réseau correspondant à la période de pointe en 2040, doit permettre d'assurer une bonne adéquation entre les besoins en eau potable et les ressources disponibles et de sécuriser l'alimentation en eau potable. Elle permettra entre autres de nettement améliorer le rendement du réseau de distribution à l'échelle de l'EPCI (de 54% à 72%).

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les prélèvements destinés à l'alimentation en eau potable sont donc non significatives voire nulles.***

Assainissement

Il est rappelé que l'intégralité du territoire communal est située en zone d'assainissement autonome. Les nouvelles constructions liées au développement de l'urbanisation envisagé dans le cadre du PLU devront être équipées d'un dispositif d'assainissement individuel. En ce sens, le règlement précise qu'« *en l'absence de réseau public ou en cas d'impossibilité réelle de raccordement au réseau public, toute construction ou installation nouvelle doit être équipée d'un dispositif d'assainissement non collectif conforme aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur, sous le contrôle de la commune et après consultation obligatoire du SPANC 66* ».

Par ailleurs, le PLU relaie le projet de création d'une station d'épuration au niveau du hameau des Hostalets (étude de faisabilité en cours) où la performance des installations autonomes n'est aujourd'hui pas conforme à la réglementation.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur l'assainissement sont donc non significatives.***

Concernant l'assainissement des eaux pluviales, il existe peu d'aménagements spécifiques sur la commune destinés à recueillir et évacuer les eaux pluviales. Ces eaux s'évacuent par ruissellement vers des exutoires naturels type fossés ou cours d'eau. Le caractère peu urbanisé de la commune et donc la faible imperméabilisation des sols limite les risques de pollution des milieux aquatiques et les incidences en matière de risque inondation, tant sur le plan de l'aléa que des enjeux exposés.

De plus, le règlement fixe une part minimale de surfaces de pleine-terre à respecter au niveau des zones UB, UC et AU afin de limiter le ruissellement des eaux pluviales en zone urbaine et de favoriser leur infiltration. Il préconise aussi de récupérer et de stocker les eaux pluviales dans des collecteurs afin qu'elles soient réutilisées (arrosage...).

Ainsi, bien que l'extension des surfaces urbanisées soit susceptible d'augmenter le volume des eaux de ruissellement, les dispositions susvisées et le caractère très modéré du développement urbain envisagé (une seule zone à Urbaniser de 0.65 ha) tendent à largement limiter les risques de pollution et d'inondation.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les eaux pluviales sont donc non significatives.***

Pour conclure, la question de l'adéquation entre la mise en œuvre du PLU et la capacité et le fonctionnement des réseaux humides est spécifiquement développée au sein des annexes sanitaires. L'analyse réalisée précise en conclusion que le réseau d'alimentation en eau potable existant, ainsi que les capacités de traitement et de production actuelles sont compatibles avec les besoins engendrés par la mise en œuvre du PLU, notamment l'ouverture de la zone à Urbaniser.

- **Les ressources minérales**

Aucune exploitation d'extraction de matériaux n'est aujourd'hui en activité sur le territoire communal et le PLU n'envisage pas l'installation d'une telle activité.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les ressources minérales sont donc nulles.***

- **Les risques, pollutions et nuisances**

Risque feu de forêt

Le territoire est largement exposé au risque feu de forêt. Les espaces couverts par le massif des Aspres, principalement au sud et à l'ouest du territoire communal, sont particulièrement concernés.

A travers une collaboration étroite avec le service Risque de la DDTM et la prise en compte des préconisations émises par les services de l'Etat dans le cadre du Porter à Connaissance, le PLU intègre largement les dispositions relatives à la politique de prévention du risque.

Outre la volonté de conforter l'activité pastorale dans le massif et de soutenir l'activité agricole (notamment afin de limiter le développement des friches), le PLU :

- oriente l'urbanisation future (zone 1AU) en dehors des zones d'aléas élevés et en continuité du tissu urbain existant,
- décline des espaces classés au POS en zone NA en zone Naturelle au PLU afin d'y proscrire toute nouvelle urbanisation éventuelle,
- à travers l'instauration d'un zonage particulier (zone UCr), proscrire la possibilité de densifier une zone urbaine caractérisée par un tissu lâche et une forte sensibilité au risque feu de forêt,
- interdit toute nouvelle construction à usage d'habitation dans la zone Naturelle, afin de stopper le développement de l'habitat diffus ou isolé dans le massif et donc de limiter l'exposition de nouveaux habitants à des aléas élevés.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur le risque feu de forêt sont donc positives.***

Risque inondation et mouvement de terrain

Au sujet des risques d'inondation, la commune est concernée par le risque d'inondation torrentielle. Les zones exposées à cet aléa se limitent aux proches abords de certains cours d'eau (correc dels Hostalets, rivière de Montauriol, la Galcerane...). Les études réalisées dans le cadre de l'Atlas des Zones Inondables indiquent la présence d'aléas faibles et d'enjeux limités (3-4 habitations potentiellement concernées au niveau du village en aval de la confluence entre le correc dels Hostalets et la rivière de Montauriol).

Concernant les risques de mouvement de terrain, selon le DDRM des Pyrénées-Orientales, le territoire communal est fortement concerné par le risque « glissement de terrain » et moyennement concerné par le risque

« éboulement ou chute de blocs ». En pratique, les principaux mouvements de terrain concernent les abords immédiats des petits cours d'eau temporaires en période de crue (ravinement).

Le respect d'un recul de 10, 15 ou 20 mètres à compter de la rive des cours d'eau pour tout nouvel aménagement limite l'exposition à ces aléas. De plus, l'extension très modérée de l'urbanisation et la définition d'une part minimale de surfaces de pleine-terre au niveau des zones Urbaines (zones UB et UC) et à Urbaniser contribuent à limiter l'imperméabilisation des sols et donc les risques d'inondation par ruissellement et de ravinement.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les risques inondation et mouvement de terrain sont donc nulles.***

Concernant le risque sismique, le territoire communal est situé en zone de sismicité dite modérée (zone 3). Cet aléa se place au-delà du cadre réglementaire du PLU et ne peut être pris en compte qu'au moment des études préalables aux constructions.

➔ ***Absence d'incidence attendue liée à la mise en œuvre du PLU.***

Risques technologiques

Le territoire communal n'est pas concerné par :

- le risque lié à la rupture de barrage,
- le risque lié au transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisation,
- un établissement classé SEVESO.

Deux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), correspondant aux anciennes exploitations de carrières, sont aujourd'hui en cours de cessation d'activité et en attente d'un procès-verbal de récolement pour clôturer le statut d'ICPE. Aucune activité n'est présente sur ces sites.

➔ ***Absence d'incidence attendue liée à la mise en œuvre du PLU.***

Pollutions et nuisances

Au sujet de la pollution des milieux aquatiques, le PLU vise d'une part à protéger les cours d'eau qui parcourent le territoire communal. En effet, tous dépôts, constructions, installations ou aménagements sont interdits dans le lit des cours d'eau, et un recul de 10, 15 voire 20 mètres à compter de la rive des cours d'eau est à respecter. D'autre part, au niveau des zones UB, UC et AU, le PLU définit une part minimale de surfaces de pleine-terre à respecter afin notamment de limiter le ruissellement des eaux pluviales en zone urbaine et donc de limiter le risque potentiel de pollution pour les eaux superficielles et souterraines.

En outre, le projet de création d'une station d'épuration au niveau du hameau des Hostalets (étude de faisabilité en cours) participe à la limitation des pollutions sur un secteur où la performance des installations autonomes n'est aujourd'hui pas conforme à la réglementation.

Il est rappelé qu'aucun site recensé au sein des bases de données BASOL et BASIAS n'est présent sur le territoire communal.

De manière générale, concernant les diverses nuisances (bruit, qualité de l'air...) liées au développement communal envisagé dans le cadre du PLU, les incidences sont considérées comme non significatives voire nulles au regard du caractère modéré de ce développement.

Il est à noter que la mise en œuvre du projet communal qui vise notamment à développer les connexions douces devrait s'accompagner d'une diminution de l'utilisation de la voiture particulière, ce qui apparaît bénéfique aussi bien en matière de nuisances sonores que du point de vue de la qualité de l'air.

➔ ***Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les pollutions et les nuisances sont donc non significatives voire nulles.***

- **L'énergie et les gaz à effet de serre**

Le projet de PLU vise notamment à maîtriser le développement urbain et démographique de la commune et à promouvoir une urbanisation plus performante sur le plan énergétique.

En premier lieu, il s'agit de limiter l'étalement urbain et de s'orienter vers une urbanisation plus économe en espace, notamment en modérant la consommation d'espaces et en favorisant la reconquête du tissu urbain existant.

En second lieu, il s'agit d'encourager la conception bioclimatique et la production d'énergie renouvelable à l'échelle de la construction. Sous réserve du respect des dispositions paysagères et architecturales, le règlement autorise notamment la pose de panneaux solaires sur toiture sur l'ensemble des zones du PLU (sauf zone UA).

Par ailleurs, le PLU vise à améliorer l'accessibilité de la commune par les modes doux, notamment en développant les connexions douces entre le village et les quartiers environnants. La création d'un parking à l'entrée du village (Emplacement réservé n°2) et de trottoirs (Emplacement réservé n°1) participe à la mise en œuvre de cette politique.

Aussi, dans un souci d'économie d'énergie, la commune souhaite poursuivre son engagement qui consiste à diminuer l'éclairage public pendant la nuit.

➔ *Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur l'énergie et les gaz à effet de serre sont donc nulles voire positives.*

- **Les déchets**

La croissance démographique engendrée par la mise en œuvre du PLU (+50 habitants environ à horizon 2030) devrait générer une faible augmentation de la production de déchets ménagers qui est à mettre en parallèle avec la baisse de la production de déchets par habitant enregistrée ces dernières années.

Dans l'hypothèse d'une augmentation du tonnage total de déchets, la capacité des équipements (UTVE, centre de tri, déchèterie...) est largement suffisante pour absorber la production supplémentaire liée à l'accueil de nouveaux habitants sur la commune.

De plus, la commune souhaite renforcer sa politique en faveur de la réduction de la production de déchets en envisageant l'aménagement de points de compostage collectif.

➔ *Les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur les déchets sont donc nulles voire positives.*

3.2.3. Focus sur la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

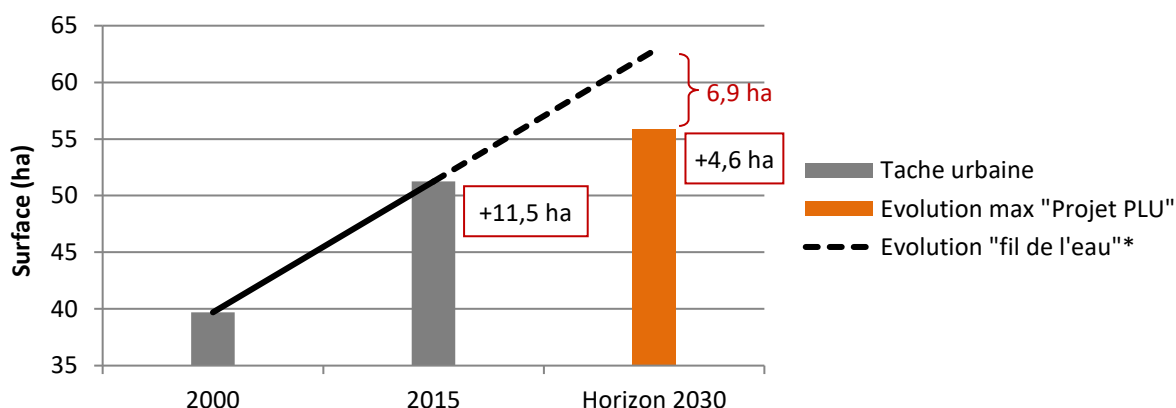
Dans le cadre de l'état initial de l'environnement, exposée au sein du cahier 2 du rapport de présentation, une étude spécifique a été menée afin d'analyser la consommation d'espaces agricoles et naturels liée à la progression de l'urbanisation au cours de la dernière décennie.

Basée sur un travail de photo-interprétation et des investigations de terrain, cette étude permet de quantifier et de localiser l'évolution de la tache urbaine communale au cours des dernières années. Ces travaux révèlent que la consommation d'espaces liée à la progression de la tache urbaine est évaluée à 7,7 hectares sur le territoire communal au cours de la dernière décennie, soit un accroissement annuel de 0,77 hectare. Cette forte consommation s'explique principalement par l'inscription dans le règlement du POS de tailles minimales de parcelle allant de 2000 m² à 6500 m² selon les zones.

Il est rappelé que la notion de tache urbaine est ici associée au tissu urbain continu et discontinu (bourg, lotissements, zones d'activités) (y sont notamment inclus les bâtiments, les voiries, les équipements sportifs, les espaces publics, mais aussi les dents creuses et les jardins publics et privés) ; et au bâti isolé et aux espaces environnants dits sous « influence » type jardin privé par exemple. Elle exclut les serres et tunnels agricoles ainsi que les infrastructures de transport situées hors zone urbaine.

La protection des espaces agricoles, naturels et forestiers constitue une des ambitions majeures poursuivies dans le projet communal. A travers son PADD, la commune affiche aussi clairement sa volonté de limiter la consommation d'espaces et de lutter contre l'étalement urbain. Pour ce faire, à horizon 2030, elle se fixe comme objectif de réduire la consommation d'espaces de 60% par rapport à la consommation enregistrée au cours de la dernière décennie. L'atteinte de cet objectif ambitieux passe principalement par la mise en œuvre d'une politique cohérente qui s'articule autour de la reconquête du tissu urbain existant, la limitation de l'extension de l'urbanisation, l'augmentation de la densité et l'endiguement du développement de l'habitat diffus et isolé.

Par conséquent, au cours des 15 prochaines années, la consommation d'espaces agricoles et naturels ne devra pas excéder 4,6 hectares. A horizon 2030, cette modération de la consommation d'espaces se traduit par une économie foncière de près de 7 hectares, en comparaison avec la consommation occasionnée par la poursuite d'un scénario « fil de l'eau » basé sur la consommation d'espaces enregistrée au cours de la dernière décennie.



* Le scénario « fil de l'eau » est ici basé sur la poursuite du rythme de consommation d'espaces enregistré au cours de la dernière décennie, à savoir +0,77 ha/an.

Projection de la progression de la tache urbaine communale à horizon 2030, selon un scénario « fil de l'eau » et le scénario adopté par la commune dans le cadre du PLU (PADD).

Pour rappel, la commune affiche l'objectif de produire une vingtaine de nouveaux logements au cours des 15 prochaines années, ce qui se traduit par une population qui devrait tendre vers les 300 habitants à horizon 2030, soit un accueil d'environ 50 habitants supplémentaires.

Cette production de nouveaux logements sera satisfaite par :

- L'ouverture à l'urbanisation d'une petite zone à vocation d'habitat (zone 1AU) où il est envisagé d'accueillir 4 logements (habitats individuels) ;
- La mise en œuvre du renouvellement urbain, à travers :

- la réalisation d'une opération au niveau de la zone UAa permettant de créer environ 6 logements sous la forme d'un tissu traditionnel type veïnat (habitats individuels accolés),
- la mobilisation des disponibilités foncières existantes au sein de la zone urbanisée et la division parcellaire (environ 10 logements).

Le développement urbain envisagé sur la commune s'inscrit dans un modèle prônant une densité de logements plus élevée que celle observée par le passé sur le territoire communal tout en prenant en compte les enjeux liés aux paysages et aux risques naturels et en respectant les caractéristiques historiques du développement urbain communal (veïnat Vs tissu aéré).

La suppression des dispositions relatives à la taille minimale des parcelles, la mise en œuvre d'une densité plus élevée et la favorisation de la reconquête du tissu urbain existant induisent une importante limitation de l'étalement urbain. En effet, rapportée aux projections en matière de croissance démographique et de production de nouveaux logements dans le cadre d'un scénario PLU, l'expansion urbaine (maximale) à venir est largement moins consommatrice que celle enregistrée au cours des dernières années. Pour rappel, l'expansion urbaine enregistrée entre 2000 et 2012 était de 5 140 m² par nouvel habitant et de 4 110 m² par nouveau logement.

Projection maximaliste de la progression de la tache urbaine par nouvel habitant	925 m ² /habitant
Projection maximaliste de la progression de la tache urbaine par nouveau logement	2300 m ² /logement

Projection de l'expansion urbaine rapportée à la dynamique de développement de la commune à horizon 2030 dans le cadre de la mise en œuvre du PLU

(scénario PLU : +4,6 ha max. / +50 habitants env. / +20 nouveaux logements env.).

L'urbanisation de la zone à Urbaniser ouverte à l'urbanisation dès l'approbation du PLU engendrera une consommation de 6 500 m². Le comblement de certaines parcelles situées en zone Urbaine générera aussi une consommation d'espaces supplémentaire ; toutefois, au total, la consommation d'espaces agricoles et naturels envisagée sera - en respect de l'objectif fixé au sein du PADD - nettement inférieure à 4,6 hectares. A noter que les aménagements et nouvelles constructions localisés au sein du tissu urbain existant (renouvellement urbain, division parcellaire...) ne sont pas considérés comme générant une consommation d'espaces supplémentaire (espaces inclus au sein de la tache urbaine actuelle). De plus, les éventuelles nouvelles constructions nécessaires à l'activité agricole (en zone Agricole) ne peuvent être comptabilisées (non identifiables et quantifiables à ce jour).

Le développement de la zone à Urbaniser porte une sur ancienne parcelle viticole aujourd'hui en friche. Cette consommation de moins d'un hectare d'espaces agricoles est à mettre en parallèle avec les caractéristiques du territoire communal où la zone Agricole représente 173 hectares.

En outre, le bilan de l'évolution des surfaces (surfaces classées en zone Urbaine ou à Urbaniser Vs surfaces classées en zone Agricole ou Naturelle) lié au passage du POS en PLU est favorable aux zones agricoles et naturelles, avec un bénéfice de près de 13 hectares.

La réduction de la zone Agricole par rapport à la zone Naturelle s'explique quant à elle principalement par le changement d'affectation des anciennes zones de carrières (zone N du PLU) classées au POS en zone agricole (NCa) et par une meilleure délimitation des espaces agricoles au potentiel agronomique reconnu, en respect du code de l'Urbanisme.

Il est aussi à noter qu'au niveau des secteurs d'étalement urbain diffus « Serrat de las Planes » et « Mas Chiville », les contours actuels du tissu urbanisé sont figés afin de stopper le développement d'un habitat diffus largement déconnecté du village.

En conclusion, au regard notamment de la mise en œuvre d'une politique vertueuse en faveur de la modération de la consommation foncière et de la lutte contre l'étalement urbain (objectif ambitieux de réduction de 60% de la consommation d'espaces), de l'importance des surfaces déclassées ainsi que des dispositions réglementaires visant à stopper le développement de l'habitat isolé (en zone N et A notamment), **les incidences attendues de la mise en œuvre du PLU sur la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers sont clairement positives.**

4. INDICATEURS DE SUIVI

Au titre de l'article R.151-4 du code de l'Urbanisme, « *le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L.153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L.153-29.* »

L'article L.153-27 du code de l'Urbanisme précise que « *neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.* »

Au plus tard neuf ans après l'approbation du PLU, la commune de Montauriol sera donc amenée à procéder à une analyse des résultats de l'application du PLU. Les conclusions issues de cette analyse permettront à la commune de tirer le bilan de l'application de son document d'urbanisme communal et de s'interroger sur l'opportunité de le réviser ou de faire évoluer certaines dispositions. Cette analyse pourra notamment servir de support à des aménagements de dispositifs qui n'auraient pas satisfait les attentes de la collectivité.

Afin de faciliter cette analyse, une liste d'indicateurs est définie dans le but de suivre et d'évaluer la mise en œuvre du PLU. Ces indicateurs sont retenus en fonction :

- des objectifs cités à l'article L.101-2 du code de l'Urbanisme,
- des ambitions et orientations générales inscrites dans le PADD,
- des enjeux environnementaux mis en évidence par l'analyse de l'état initial de l'environnement,
- de leur capacité à permettre un suivi objectif.

Il ne s'agit pas de privilégier systématiquement des indicateurs chiffrés mais de retenir des critères pragmatiques permettant une analyse transversale. L'analyse des indicateurs, dont la liste ne doit pas être perçue comme exhaustive ou limitative, permettra de mettre en évidence des incohérences, erreurs d'appréciation, ou évolutions des projections établies initialement. Le moment venu, il conviendra de sélectionner dans la liste ci-après certains indicateurs permettant d'analyser les résultats de l'application du plan.

Pour chaque ambition développée au sein du PADD, une liste d'indicateurs est établie. Bien que plusieurs indicateurs concernent différentes ambitions (indicateurs transversaux), dans un souci de clarté, chaque indicateur n'est ici mentionné qu'à une seule reprise. A noter que les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du PLU sont complétés par quelques indicateurs de suivi de l'état environnemental du territoire non directement dépendants du PLU.

AMBITION 1 du PADD : Maîtriser l'accueil de populations et satisfaire la diversité des besoins en logements.

Orientation 1 - Promouvoir une évolution démographique maîtrisée et modérée inscrite dans le respect du principe de gestion économe de l'espace.

Orientation 2 - Favoriser une diversité de logements pour répondre aux différents parcours résidentiels.

Orientation 3 - Favoriser un développement urbain moins consommateur d'espace en préservant un mode de vie rural de qualité.

Orientation 4 - Permettre le maintien et le développement d'équipements, de services et d'activités économiques pour accueillir les populations dans de bonnes conditions.

Indicateurs :

- Evolution de la population.
- Evolution du nombre et de la taille moyenne des ménages.
- Taux de croissance de la population.
- Evolution de la pyramide des âges.
- Nombre de permis délivrés, par an et par destination.
- Evolution du parc de logement (résidence principale, résidence secondaire, logement vacant).
- Evolution du statut d'occupation des logements.
- Evolution du nombre d'emplois sur la commune.
- Evolution des déplacements domicile/travail.
- Evolution de la tache urbaine (en ha/an).
- Progression de la tache urbaine rapportée à la dynamique de construction (en m²/nouvelle construction).
- Progression de la tache urbaine rapportée à l'évolution démographique (en m²/nouvel habitant).
- Densité urbaine observée au niveau de la zone à urbaniser (en logements/ha).
- Part des constructions réalisées au sein du tissu urbain existant (en %).

AMBITION 2 du PADD : Préserver les formes et ambiances villageoises dans le respect de l'identité patrimoniale des Aspres et dans le souci de protéger l'environnement.

Orientation 1 - Préserver et valoriser les centres historiques villageois, garants de l'identité et de l'histoire du territoire communal.

Orientation 2 - Garantir la qualité architecturale et paysagère des nouvelles opérations urbaines.

Orientation 3 - Permettre une meilleure performance environnementale et énergétique des zones urbaines et des constructions.

Orientation 4 - Soigner les espaces de transition et faciliter les liens entre les différents espaces du territoire communal.

Indicateurs :

- Respect des dispositions réglementaires en matière d'insertion architecturale au niveau des nouvelles opérations urbaines (approche qualitative).
- Intégration du végétal dans les nouvelles opérations urbaines (approche qualitative).
- Développement des linéaires doux (en km de nouvelles voies aménagées).
- Nombre de nouvelles constructions disposant d'éléments de production d'énergies renouvelables.

AMBITION 3 du PADD : Protéger l'espace agricole, naturel et forestier et accompagner les activités économiques qui y sont liées.

Orientation 1 - Préserver l'espace pour protéger les activités, le paysage et le cadre de vie.

Orientation 2 - Accompagner l'activité agricole, pastorale et forestière, et permettre le renouvellement des sites des anciennes carrières, pour soutenir l'économie locale.

Orientation 3 – Renforcer l'attractivité touristique de la commune en s'appuyant sur ses atouts environnementaux et patrimoniaux.

Orientation 4 - Se protéger contre les risques naturels.

Orientation 5 - Préserver la fonctionnalité écologique du territoire.

Orientation 6 - Réduire les déchets ménagers et limiter les nuisances et les pollutions.

Indicateurs :

- Evolution de l'occupation des sols par grandes catégories : espaces artificialisés, agricoles et naturels (en ha et en %).
- Evolution du nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège d'exploitation sur le territoire communal.
- Evolution de la surface agricole utilisée (en ha et en %).
- Maintien des continuités écologiques (approche qualitative).
- Evolution de l'état des masses d'eau superficielles et souterraines.
- Evolution des volumes d'eau prélevés destinés à l'alimentation en eau potable (en m³/an).
- Consommation d'eau potable (en L/jour/habitant).
- Evolution de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation en eau potable (indicateurs RPQS - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service).
- Evolution du rendement du réseau de distribution d'eau potable (en %).
- Fréquence des épisodes de saturation du réseau d'assainissement pluvial (en nombre/an).
- Taux de conformité des installations d'assainissement autonome (en %).
- Nombre de nouvelles constructions en zone à risque feu de forêt.
- Nombre de structure d'hébergement touristique marchand.
- Nombre de nouvelles activités générant des nuisances sonores.
- Evolution du nombre de points d'apport volontaire (Ordures Ménagères Résiduelles, Déchets Ménagers Recyclables, verre...) sur le territoire communal.
- Evolution de la production d'ordures ménagères (en kg/habitant/an).

MAITRISE D'OUVRAGE



ÉTUDES/CONCEPTION GRAPHIQUE



Agence d'Urbanisme Catalane

19, Espace Méditerranée – 6^{ème} étage
66000 PERPIGNAN
Tél.: 04 68 87 75 52 – Fax : 04 68 56 49 52
E-mail : agence.catalane@aurca.org



PLU approuvé le 23 février 2018 (Mission C31)

Tous droits réservés.